

8^e Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie

المسابقة الدولية للمرافعات في مجال حقوق الانسان
الطبعة الثامنة في موريتانيا



Jeudi 9 décembre 2021
Palais de justice de Nouakchott

الخميس 9 ديسمبر 2021
نواكشوط

Remerciements

Responsables de publication : Alain Tourret et Jonas Bochet
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Mise en page : Eve Mesnil Letellier
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Relecture : Jonas Bochet, Eve Mesnil Letellier
Institut international des droits de l'Homme et de la paix

Impression : Crea Communication, Ilot Z 0023 / BP: 3304 - Nouakchott - Mauritanie
Tél. : +(222) 45 25 66 85 - Fax : +(222) 45 25 53 56
E-mail : contact.creacom1@gmail.com
www.creamauritanie.net

L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et l'Ordre National des Avocats de Mauritanie organisent la huitième édition du Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme le jeudi 9 décembre 2021 à Nouakchott, sous le haut patronage du ministère de la Justice de Mauritanie et avec le soutien de l'Ambassade de France en Mauritanie et du programme PARJ (Programme d'appui à la réforme de la justice en Mauritanie) de l'Union Européenne.

8^e Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie

**Jeudi 9 décembre 2021
Palais de Justice de Nouakchott**

Table des matières

« Aux confins des missions de l'avocat : défendre le droit d'être défendu »

Me Patrick SAERENS7

« Quand un avocat partage une cellule avec son client »

Me Mebarek DEFFAF..... 13

« Au nom de la liberté, l'histoire de Monsieur Basir I., ancien interprète afghan de l'armée française, sur la route forcée de l'exil »

Me Isabelle LENDREVIE..... 19

« Défendre les droits de l'Homme pour bâtir des projets civilisationnels »

Me Sofiane KHELIFI25

« Haïti, entre pleurs et paix »

Me Estephanace HIPPOLYTE31

« Des enfants à la merci d'adultes-fauves »

Me Ghania BECHEUR.....37

« La lutte contre le terrorisme confère tous les droits »

Me Jules ATSATITO45

« Un silence qui constitue l'assise d'une violation manifeste : au lieu d'exécuter le jugement en assurant un lit d'hébergement et de pourchasser les responsables concernés, l'État poursuit les avocats »

Me Adnene ABIDI51

« Aux confins des missions de l'avocat : défendre le droit d'être défendu »

Me Patrick SAERENS
Barreau de Bruxelles, Belgique

Mesdames et Messieurs les Juges,

Le procès qui se joue devant vous ce jour est singulier.

Car ce n'est pas celui d'un prévenu mais de l'avocat de ce dernier. Lequel se voit interdire de voir son client, de parler en son nom et de rencontrer les médias. Et se voit expulsé manu militari en l'empêchant de faire son métier.

Il est vrai que son client, Monsieur Paul Rusesabagina, est une personnalité emblématique au Rwanda. Il fut le directeur de l'hôtel des 1000 collines, cet homme qui, durant le génocide, a sauvé plus de 1200 réfugiés tutsi et hutus modérés.

Cette histoire a fait l'objet d'un film et de nombreuses publications. Mais ce n'est pas pour ces faits qu'il a ensuite été arrêté mais bien parce qu'il est un opposé déclaré au gouvernement actuel de Kigali.

Devenu ressortissant belge, vivant une partie du temps aux USA, Monsieur Rusesabagina a rejoint l'opposition au président Kagame. C'est son choix.

Ce n'est pas lui qu'on juge aujourd'hui et je n'ai pas à le défendre. Mais il est indispensable que votre Cour sache qu'il a été arrêté dans des conditions très troubles qui ne sont pas sans rappeler ce qu'un opposant bélarusse a dû subir en mai dernier lorsque son avion a été détourné sous ordre du Président Loukachenko et qui est actuellement en prison.

En l'espèce, Paul Rusesabagina était à Dubaï en août 2020 lorsqu'il a été invité par une organisation burundaise à donner une conférence. On lui avait affrété à cet effet un avion, lequel a été détourné par les services secrets du Rwanda qui l'ont arrêté sur le tarmac de l'aéroport de Kigali.

Il croupit depuis lors dans les geôles de son pays natal et est accusé de

diverses charges dont des actes de terrorisme et des assassinats ciblés, ce qu'il conteste énergiquement, arguant que le parquet local lui fait un procès politique.

Encore une fois, ce n'est pas lui qui est l'objet du dossier plaidé devant vous mais il était impératif de vous situer le contexte dans lequel mon client, Me Vincent Lurquin, avocat au barreau de Bruxelles depuis plus de 37 ans, s'est retrouvé lorsqu'il se rend au Rwanda pour rencontrer Monsieur Rusesabagina dont il est le conseil de longue date.

Je rappelle que ce dernier a la nationalité belge, vit en Belgique et qu'une procédure est actuellement en cours en Belgique à la suite de la plainte pour détention arbitraire liée aux circonstances de son enlèvement. C'est dans ce cadre que mon confrère bruxellois veut rendre visite à son client dans la prison située au sud du pays.

Votre Cour doit savoir qu'il ne faut plus de visa pour les ressortissants européens qui se rendent au Rwanda : on l'obtient sur place à l'aéroport et mon client est donc entré dans le pays comme n'importe quel quidam.

A la seule exception près - mais elle est importante- qu'il est bien connu du régime puisqu'il a plaidé tant au tribunal spécial à La Haye qu'au TPIR à Arusha et est une figure bien connue des procès internationaux.

Son arrivée était donc guettée avec une certaine fébrilité par les autorités locales, surtout lorsqu'il a décidé de faire une conférence de presse à l'hôtel des 1000 collines - celui-là même que son client avait dirigé 20 ans plus tôt mais qui est désormais dans les mains d'un groupe étranger.

A peine débutée, la communication fut sèchement arrêtée à l'initiative du service de sécurité, en violation flagrante du droit à l'information.

Mais Me Lurquin ne pouvait accepter de se faire ainsi censurer : il décida donc de convier les journalistes sur un parking public en face de l'hôtel, ce qui eut le don d'irriter les autorités locales, fermement décidées à le faire taire.

Il fallait trouver un prétexte pour le mettre hors état de nuire.

Mesdames et Messieurs les Juges,

Mon client a été arrêté sans ménagement, envoyé dans les bureaux des services secrets rwandais où il a été interrogé pendant plusieurs heures, sans la possibilité de contacter son Bâtonnier ou sa famille avant d'être encadré par une dizaine de policiers et de l'expulser vers Entebbe en Ouganda.

Le tout sans avoir pu prendre contact avec quiconque et avec une épée de Damoclès permanente, durant sa garde à vue, d'être envoyé en prison pour « exercice illégal de la profession d'avocat ».

Il fallait un prétexte pour un vernis légal à cette expulsion arbitraire et le parquet local a donc considéré que le fait d'avoir été dans la salle d'audience où se déroulait le procès de son client en robe d'avocat - alors que Me Lurquin n'avait pas, selon eux, le droit d'exercer une activité professionnelle sur le territoire- s'apparentait à du travail au noir.

L'argument est tellement fallacieux qu'il faut qu'on s'y attarde. Se rendre dans un prétoire où il est question de son client constitue-t-il dans le chef d'un avocat un acte professionnel alors même qu'il n'a ni plaidé, ni même pris la parole ?

Vous n'ignorez pas qu'en vertu de l'article 3 de la résolution 45/166 du 14 décembre 1990, l'assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée sur le droit dont dispose toute personne de faire appel à un avocat de son choix pour faire valoir ses droits, et ce à tous les stades de la procédure pénale.

Cela signifie que Me Lurquin avait parfaitement le droit de voir son client de nationalité belge pour un dossier belge, même s'il est détenu à l'étranger.

Il s'agit d'une violation majeure des droits de la défense de Monsieur Paul Rusesabagina, d'autant que par le passé, le Rwanda avait déjà refusé à ses avocats étrangers de pouvoir le rencontrer en prison.

Cette manière d'agir qui consiste à refuser aux prévenus le soin de pouvoir s'entretenir avec leurs conseils n'est malheureusement pas un cas isolé.

Votre Cour se souviendra peut-être qu'une ancienne candidate à l'élection présidentielle avait fait choix d'une avocate américaine, Me

Erlinder, afin de la défendre dans un procès qui permettait au pouvoir en place de décrédibiliser sa candidature.

À son arrivée sur place, elle fut arrêtée pour de soi-disant propos négationnistes qu'elle aurait proféré durant les audiences à Arusha.

Ces violations flagrantes de l'immunité de plaidoirie et des droits de la défense ont trouvé un écho politique. La Belgique s'était déjà émue que, lors du procès de son ressortissant, ce dernier n'avait pas eu accès à l'assistance consulaire d'autant que l'ancien directeur de l'hôtel n'a plus la nationalité rwandaise.

À la suite de sa récente condamnation à 25 ans de prison, la Ministre belge des affaires étrangères a déclaré le 22 septembre dernier que le prévenu n'avait pas bénéficié d'un procès « juste et équitable, particulièrement en ce qui concerne les droits de la défense ». Dont acte.

Il faut maintenant que votre Cour se prononce sur la violation flagrante des droits de la défense, lesquels ont été bafoués en amont et le seront en aval, à la suite de l'interdiction faite à Me Lurquin d'aller voir son client sur place.

J'ai confiance en la Justice pour rétablir ce droit fondamental sans quoi c'est le symbole même de Thémis qui est menacé. Elle continuera certes à porter les plateaux mais comment ceux-ci peuvent-ils rester à l'équilibre si elle-même se met à vaciller ?

Mon client n'a commis aucune faute dans ce dossier.

Il a averti son Bâtonnier avant de se rendre au Rwanda ainsi que les autorités ordinales locales et s'est rendu près du Parquet Général dès son arrivée sur place.

Il ne s'est pas rendu au Rwanda sous de fallacieux prétextes touristiques.

Il a fait son métier qui consiste à rencontrer son client en voulant conférer de la stratégie à suivre pour lui permettre de préparer le procès qui l'attend.

Faut-il que les autorités judiciaires locales soient aux abois pour le craindre et l'expulser pour un motif aussi futile qu'inexact ?

C'est la seule consolation de mon client dans ce triste épisode.

Le pouvoir local le craint et tente de le censurer. Il n'y a pas réussi même si, dans l'intervalle, son client est lui, toujours en prison.

Il faut désormais un acte fort de la justice internationale pour rappeler combien les droits de l'homme passent par les droits de la défense.

Ils sont liés et imbriqués au point qu'ils ne font qu'un.

Si un pays tente de les séparer, il ne peut plus être qualifié d'Etat de droit.

Je ne doute pas que Votre Cour y soit sensible et qu'elle rappellera utilement ces principes dans son arrêt à venir, constatant que mon client n'a fait que son devoir et condamnant fermement l'attitude du gouvernement de Kigali pour cette expulsion aussi illégale qu'arbitraire.

J'ai dit et vous remercie.

Me Patrick SAERENS
Barreau de Bruxelles, Belgique

« Quand un avocat partage une cellule avec son client »

Me Mebarek DEFFAF
Barreau de Sétif, Algérie

Je suis entré dans la profession d'avocat avec une passion et un amour pour elle. Comment ne pas avoir tant de passion pour un métier qui était - et s'appelle encore - la profession des nobles et des grands. Comme le disait le célèbre penseur français, Voltaire : « J'aurai souhaité être avocat, parce que c'est le plus beau métier du monde. À l'avocat, font recours les riches et les pauvres, au même degré. Parmi ses clients, les princes et les nobles. Il sacrifie son temps, sa santé et souvent même sa vie pour défendre un accusé innocent ou un pauvre spolié de ses droits ».

La justice n'est pas debout sur un pied et l'avocat sur un autre. Le magistrat et l'avocat constituent les deux piliers de la justice. Dire le contraire détruit et compromet l'équilibre de la justice. L'État de droit ne repose que sur le respect des droits de l'Homme et des libertés, en particulier son droit à un procès équitable. Ce principe est étroitement lié au principe de l'indépendance judiciaire.

Entre ceci et cela, est violée l'immunité de l'avocat. Mon mandant a été arbitrairement placé en détention provisoire avec son client accusé des délits de publication, de diffusion publique d'informations malveillantes, d'atteinte à la sécurité et à l'ordre publics et de complicité dans la commission d'un attentat terroriste.

C'est un jour noir pour la profession d'avocat, ce mercredi 26 mai 2021, où l'avocat Abdul Raouf Arslan, comme à son habitude, est entré dans le tribunal, accrochant sa toge à la main, afin de défendre son client, convoqué devant le Procureur de la République. Devant celui-ci, l'avocat s'est retrouvé inculpé, puis déféré au juge d'instruction. Ce magistrat l'entend sous procès-verbal et décide de le placer en détention provisoire.

Rapidement, l'avocat est emmené en prison... avec son client !

Une procédure judiciaire qui restera gravée, comme une honte au front de la justice algérienne et pour l'éternité.

Monsieur le Président,

Je pense que, à force d'être phagocytées et piétinées, les notions se sont confondues en Algérie. Dans l'article 2 de la loi réglementant la profession d'avocat, il est clairement énoncé que :

« L'avocature est une profession libre et indépendante qui œuvre à la protection et à la préservation des droits de la défense. Elle contribue à l'instauration de la justice et au respect du principe de l'État de droit ».

Malheureusement, l'avocat Arselane s'est retrouvé accusé de complicité avec son client dans les crimes qui lui sont collés. Et pourtant, la disparité est criante entre la contribution à faire éclater la vérité et la participation dans la commission d'actes criminels.

Je suis incapable d'exprimer mon désarroi et ne trouve aucune astuce pour convaincre sa famille et ses enfants que leur père a été placé en détention provisoire. Surtout que je sais, avec certitude, que la Constitution algérienne stipule, à l'article 176, que l'avocat bénéficie de garanties légales qui lui garantissent une protection contre toute forme de pression, lui permettant d'exercer sa profession en toute liberté.

L'avocat Arslan a argué qu'il était protégé par le texte de la Constitution. Mieux, l'article 164 de son amendement promulgué par le décret présidentiel 20-442 du 30/12/2021 affirme, sans ambages, que le pouvoir judiciaire protège la société, les libertés et les droits fondamentaux des citoyens. De sa cellule, il ne cesse de regretter que les textes juridiques soient vidés de leur sens et ne valant pas plus que l'encre de papier qui les a couchés. Il considère aussi que les valeurs sur les droits de l'Homme énumérés dans les textes ne sont qu'un décor !

Nous ne sommes pas ici aujourd'hui pour débattre sur la culpabilité ou non de l'avocat arrêté. Il s'agit plutôt, pour nous, de clamer, haut et fort, qu'un texte fondamental pour les libertés a été violé dans cette procédure. Il s'agit de la loi sur la détention provisoire qui est une mesure exceptionnelle à laquelle on ne peut recourir que dans des cas assez limités. C'est là tout l'esprit de l'article 123 du Code de procédure pénale algérien.

Imaginez-vous, Monsieur le Président, que malgré la situation difficile et misérable qu'il vit en prison, il continue à tenir mordicus à l'indépendance

de la justice, scellant un acte de fidélité avec sa profession d'origine. À l'un de ses avocats, il a même déclaré :

« Je demande juste qu'ils appliquent l'article 123 du code de procédure pénale à mon égard. Sur le fond, qu'ils laissent la main au juge de l'affaire qui statuera ».

Il n'a invoqué l'article 123 du code de procédure pénale qu'en parfaite connaissance de cause, lui au domicile et à l'adresse connus. Surtout, lui, le vaillant sieur qui a, plus de vingt-deux ans durant, exercé la profession d'avocat. Lui surtout qui a contribué à l'instauration de la justice, défendant les opprimés partout où ils étaient. Tout cela n'est-il pas une garantie suffisante pour l'exempter d'emprisonnement, ou, du moins, le soumettre à des procédures de contrôle judiciaire ?

En Algérie, il semble que la profession d'avocat soit devenue une circonstance aggravante qui prive de vaillants juristes comme Maître Abdel-Raouf Arslan de bénéficier même des procédures de contrôle judiciaire, et ce malgré toutes les garanties nécessaires pour se présenter devant les autorités judiciaires lorsqu'elles l'y invitent.

La profession d'avocat n'est-elle plus elle-même, une garantie suffisante de la présence de l'avocat devant les autorités judiciaires si celles-ci le demandaient ? Ou son bureau et sa résidence ne sont-ils pas un domicile et une adresse connus des autorités judiciaires, ce qui leur permettrait d'appliquer des procédures de contrôle judiciaire ?

Ce sont là des questions parmi tant d'autres auxquelles il aurait été préférable de répondre avant qu'une décision ne soit prise de le placer en détention provisoire.

Plus de quatre mois entiers se sont écoulés depuis l'arrestation et la mise en détention de l'avocat. Quatre mois dans notre calcul par mois, semaine et jour, alors que pour le détenu, c'est une période qu'il calcule dans sa cellule à l'heure et à la minute.

À tout le moins, les condamnés savent quand est-ce qu'ils sortiront de cette pièce, lieu sombre et clos. Eux au moins, disposent d'un délai à partir duquel ils peuvent tenir le décompte déroulé de leur peine, avec, chaque jour, l'espoir de la voir punir. En revanche, ceux de la préventive sont privés même du droit de compter l'étendue de leur séjour. Pour eux,

il n'existe aucune perspective précise pour leur sortie, étant donné que la période de détention provisoire peut être renouvelée tous les quatre mois pour une durée allant jusqu'à onze fois. C'est ce triste sort qu'édicte l'article 125 bis du Code de procédure pénale pour opprimer !

Bizarre que l'avocat qui fréquentait une institution punitive pour soulager ses clients détenus dont il avait la charge des dossiers, se retrouve en prison parmi ses anciens clients. Et si les murs de cette prison devaient parler, ils auraient refusé que cet avocat y soit détenu, loin de ses enfants et de sa famille !

Et pourquoi pas, car combien de fois la forte voix de ce brillant avocat a retenti dans l'hémicycle de la justice, plaidant toutes les causes justes ? Et les dernières en date sont celles où il a défendu les jeunes opprimés du Hirak béni. Tenant toujours sa place en bas du podium, face aux magistrats, vêtu en noir, il usait de toute la sagesse. Il était toujours près des opprimés, ceux-là qui sont broyés par la machine répressive des assoiffés du pouvoir et de l'arbitraire. Ses plaidoiries fortes s'adressaient au cœur du juge, dans l'espoir de lui faire entendre la voix de la justice, de la logique, du droit et de la raison.

Je suis même certain que ces plaidoiries retentissent encore et toujours dans les salles d'audience. Elles témoigneront et intercéderont pour lui afin de rendre un jugement équitable en sa faveur.

Pendant une longue période, l'Algérie a connu une passe difficile qui a duré toute une décennie, durant les années 90. Cette période fût marquée par de sanglants événements qui ont arraché la vie à des milliers d'Algériens innocents en raison d'actes d'agression commis par certains groupes terroristes armés. Certains membres de ces groupes étaient arrêtés et déférés devant les juridictions pénales. Jamais, durant cette période, une atteinte au caractère sacré de la profession d'avocat, ni le placement d'un avocat en détention provisoire n'avaient été enregistrés. Et pourtant, la grande proximité entre l'avocat et son client sautaient aux yeux. Aujourd'hui, Maître Abdul Raouf Arslan se retrouve derrière les grilles les barreaux, partageant une cellule avec son client... Rien que du fait qu'il ait reçu ce dernier dans son bureau, communiqué étroitement avec lui et accepté d'assurer sa défense.

Où en sommes-nous des principes fondamentaux adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à La Havane, en septembre 1990, qui affirme :

« En raison de l'exercice par les avocats de leur devoir et de leurs fonctions, ils ne peuvent être tenus pour responsables des délits commis par leurs clients ou des affaires impliquant ceux-ci ».

Comment ces textes juridiques internationaux sont-ils vidés de leur contenu et deviennent si creux ?

Il est clair que l'avocat Arslan Abdel Raouf défendait les thèses de l'opposition au régime du pays. Et c'est son opinion qu'il a le droit d'exprimer. Ceci est clairement apparu, à plusieurs reprises, au cours de son accompagnement des fils de sa patrie dans leur mouvement pacifique qui a duré près de deux ans pour exiger un changement pacifique. Malheureusement, il semble clair que la plupart de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir vouent une haine affichée contre les défenseurs des droits de l'Homme. Ils édictent des lois et promulguent des procédures dont la seule finalité est de faire taire les voix de ceux qui défendent les droits de l'Homme, les intimider afin de les contraindre à renoncer à leur combat.

Au lieu d'apprécier à sa juste valeur le rôle vital que jouent ces défenseurs des droits de l'Homme dans la promotion et la défense des principes universellement reconnus, notamment des droits civils, politiques et économiques, les responsables gouvernementaux fustigent ces braves, les qualifiant de « subversifs », de « traîtres », de « collabos d'étrangers ». De cette position découlent de graves conséquences dont la criminalisation de l'opposition politique. Et pourtant, le Comité des droits de l'Homme en charge de surveiller la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a affirmé que :

« Lorsqu'un État partie impose certaines restrictions à l'exercice de la liberté d'expression, ces restrictions ne doivent pas mettre en péril le droit à l'expression lui-même ».

Quelques jours seulement avant l'arrestation de l'avocat Arslan, le 7 mai 2021, les habitants de la ville de Kherrata, dans la région de Bejaia,

sont massivement sorties. Parmi eux, il y avait Maître Arselane qui s'est adressé à la foule, l'exhortant à poursuivre, sans relâche, dans leurs revendications pour un changement pacifique et civilisé. Il ajoutera :

«Je fais partie des personnes qui ont dépassé plus de 50 ans d'âge. Je n'ai pas besoin d'un poste ou d'une désignation à la tête d'une direction. Nous avons un seul devoir : transmettre nos acquis que nous avons appris aux jeunes, de les propulser au premier plan, d'être derrière eux et de les soutenir. »

Ce sont là, des phrases émanant d'un cœur patriote qui n'a jamais su qu'il serait jeté dans les affres de la prison. Ce sont là des lettres et des mots écrits à l'eau d'or sur le mur d'un mouvement populaire béni, pour lequel des millions sont sortis pendant deux années entières, donnant naissance à un fœtus appelé Nouvelle Algérie.

Monsieur le Président,

Quelle que soit l'issue du cas d'un avocat qui partage une cellule avec son client, une évidence s'impose. Il s'agit de l'impossibilité d'appliquer correctement la présomption d'innocence, ni la prise en compte du principe « la liberté comme droit absolu et la détention provisoire une exception ». Pour corriger cette anomalie, il doit y avoir une forte détermination doublée d'une conviction sans ambages. Aussi, faudrait-il toujours marteler cette vérité à l'écrit et à l'oral, afin, peut-être, que les magistrats l'intègrent dans leur pratique avec conviction, sans peur, ni contrainte. Ceci est une réalité qui doit être banale dans un pays où règne la bonne application du droit et des principes de l'équité.

Me Mebarek DEFFAF
Barreau de Sétif, Algérie

**« Au nom de la liberté, l'histoire de Monsieur Basir I.,
ancien interprète afghan de l'armée française,
sur la route forcée de l'exil »**

Me Isabelle LENDREVIE

Barreau de Seine-Saint-Denis, France

Je vais aujourd'hui vous parler du cas de Monsieur Basir I., ancien interprète afghan de l'armée française que j'ai défendu à plusieurs reprises en France avec le soutien de l'Association des anciens interprètes afghans de l'armée française.

Pour rappel, la France est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et elle est intervenue en Afghanistan, entre 2001 et 2014, aux côtés de 40 nations parmi lesquelles 25 des 27 pays de l'Union européenne de l'époque, à la demande des autorités afghanes et sous mandat de l'ONU. Elle devait contribuer ainsi, conformément à ses principes et à ses valeurs, à la défense de la liberté et des droits humains, à la lutte contre le terrorisme et à la restauration d'un Etat de droit en Afghanistan.

Afin de mener à bien ses missions, l'armée française a employé environ 800 ressortissants afghans notamment aux fonctions d'interprètes, jeunes gens parmi les plus cultivés de la société afghane. Ces hommes ont constitué la clé de voûte de la stratégie militaire consistant à établir et développer les contacts avec les populations et les chefs locaux afin de gagner leur soutien. Ils ont également permis la formation des membres de l'armée nationale afghane par les militaires de la coalition étrangère.

Monsieur Basir I s'est engagé aux côtés des forces françaises le 11 août 2011 à l'âge de 24 ans. Il avait été affecté auprès de la compagnie de combat GTIA Kapisa de la Brigade Lafayette sur la base de Tagab dans la province de Kapisa et mis à la disposition plus particulièrement de la cellule SGTIA B.

En 2012, lorsqu'a été décidé le désengagement des troupes françaises d'Afghanistan et l'ouverture d'un premier processus de relocalisation en France de ces auxiliaires afghans susceptibles d'être menacés du fait

de leur collaboration avec l'armée, M. Basir I. a formulé une demande de visa.

Les menaces de mort contre les anciens personnels civils de recrutement local comme Monsieur Basir I. étaient avérées et connues des autorités françaises depuis 2012.

La sélection des dossiers éligibles à un accueil en France a été conduite à l'époque par une commission mixte basée à Kaboul. Les critères discutables étaient : le souhait exprimé par le personnel civil afghan d'une relocalisation en France ; le niveau de la menace réelle pesant effectivement sur l'intéressé et sa famille ; la qualité des services rendus ; la capacité à s'insérer en France.

Les dossiers retenus par la commission ont concerné uniquement 73 personnels civils de recrutement local.

Cette procédure s'est malheureusement révélée source d'arbitraire.

La demande de Basir I. a ainsi été rejetée le 7 mai 2013 par simple SMS comme pour beaucoup de ses collègues.

Le 30 juin 2015, Basir I. a formalisé une nouvelle demande de visa dans le cadre du deuxième processus de relocalisation. Cette demande a fait l'objet d'une décision de refus de visa non motivée en date du 8 octobre 2015. 252 anciens personnels afghans ont pu déposer un dossier avant la date butoir du 15 juillet 2015.

Les décisions de refus de visas qui ont été opposées aux 152 refusés n'ont bien évidemment pas été motivées.

Ayant fait l'objet de menaces de mort ciblées le 15 novembre 2015, Monsieur Basir I. a dû quitter en urgence l'Afghanistan.

Arrivé en Allemagne en décembre 2015, Monsieur Basir I. a indiqué à la police qu'il souhaitait rejoindre la France. Les agents l'ont laissé partir mais la frontière avec la France était fermée (après les attentats du Bataclan). Il s'est donc rendu aux Pays-Bas pour essayer ensuite d'entrer en France.

Arrivé aux Pays-Bas, il a été arrêté dans une gare et envoyé dans plusieurs centres pour demandeurs d'asile successifs. Ses empreintes

digitales relevées, il a été placé sous procédure Dublin pour envisager un retour vers l'Allemagne.

Une demande d'asile a alors été enregistrée aux Pays-Bas et rejetée le 9 mars 2017.

Il a néanmoins réussi à venir en France et après 13 mois, on lui a indiqué que cette procédure européenne dite Dublin III de 2013.

Le HCR indiquait à cette époque que les interprètes qui avaient travaillé avec les armées étrangères étaient menacés par les talibans et autres groupes insurgés. Dans son rapport du 16 avril 2016 relatif aux conditions d'éligibilité à la protection internationale pour les demandeurs d'asile afghans, il faisait référence aux cas d'interprètes exécutés par les talibans.

L'OFPPA avait d'ailleurs accordé le statut de réfugié à des interprètes de l'armée française ayant fui clandestinement leur pays pour solliciter l'asile sur le territoire français. Quant à la CNDA, elle venait à cette même époque d'indiquer qu'à Kaboul prévalait une situation de violence aveugle de haute intensité résultant d'un conflit armé interne, permettant d'octroyer à un civil le bénéfice de la protection subsidiaire au titre du Code français de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Le 2 mai 2017 Monsieur Basir I. a été convoqué pour préparer son retour vers l'Afghanistan. Il a alors réussi à partir clandestinement pour la France.

Le 17 juillet 2017 il a sollicité son admission au séjour en France auprès de la préfecture de la Marne afin de pouvoir déposer une demande d'asile auprès de l'Office de Protection des Réfugiés et des Apatrides français.

Le 6 septembre 2017 il s'est vu notifier un arrêté portant remise d'un demandeur d'asile aux autorités néerlandaises.

Le 22 septembre 2017, aidé par l'Association des anciens interprètes afghans de l'armée française, Monsieur Basir I. a formalisé une demande de protection fonctionnelle auprès du Ministère des Armées sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relatif

au droit à la protection fonctionnelle des agents de l'Administration.

Cette demande est restée sans réponse à l'égal de toutes les demandes de protection fonctionnelle déposées par les auxiliaires afghans depuis 2015.

Le 1^{er} décembre 2017 puis le 21 février 2018, il a ainsi saisi la Ministre des Armées afin d'obtenir les circonstances de droit et de fait qui justifieraient le fondement de cette décision implicite de refus d'octroi de la protection fonctionnelle. Ces demandes n'ont donné lieu à aucune réponse de l'administration.

Le 14 mars 2018, il a sollicité la consultation de son dossier administratif auprès du Ministère des Armées, là encore en vain.

Le 18 janvier 2018 Il s'est vu notifier un arrêté d'assignation à résidence par le Préfet des Ardennes et a été informé que la police le conduirait pour exécution de l'arrêté de transfert à l'aéroport Roissy CDG le 25 janvier 2018.

En état de détresse psychique importante, il n'a pas été en mesure de déférer à la convocation et à l'exécution de la mesure de transfert. Il a dû être suivi par un psychiatre et il s'est retrouvé sans domicile fixe, en situation d'errance dans un état de total dénuement matériel.

Il a présenté un recours visant à obtenir l'annulation de la décision implicite de refus d'octroi de la protection fonctionnelle née du silence gardé par la Ministre des Armées suite au dépôt de sa demande du 27 septembre 2017.

Aux termes de la circulaire FP n°2158 du 5 mai 2008 relative à la protection fonctionnelle des agents publics de l'Etat : « l'administration saisie d'une demande de protection devra dans toute la mesure du possible y apporter une réponse écrite... En cas de refus, ce refus doit être rendu de manière explicite, doit être motivé et comporter la mention des voies et des délais de recours. À défaut le silence gardé pendant plus de deux mois par l'administration vaudra décision de rejet de la demande, conformément au droit commun. »

Ces demandes, malgré son engagement auprès de l'armée française et le contexte sécuritaire hautement dégradé sévissant en Afghanistan,

sont restées sans la moindre réponse, matérialisant une volonté délibérée du Ministère de la Défense de ne pas examiner les demandes de protection fonctionnelle présentées par les auxiliaires afghans de son armée.

En l'espèce, et au-delà même du caractère moralement plus que discutable de l'attitude adoptée par l'administration à l'égard de ses agents, l'absence de toute analyse de la situation individuelle du requérant, contraire au principe selon lequel la personne publique est tenue d'étudier chaque cas individuellement, avait rendu illégale la décision implicite de refus d'octroi de la protection fonctionnelle qui lui a été opposé.

Dans le cadre de son service Monsieur Basir I. avait pourtant donné entièrement satisfaction comme en attestaient les deux lettres de recommandation qu'il avait en sa possession.

M. Basir I. a exercé ses missions dans le cadre d'un contrat qui ne comportait pas de clause de soumission au droit local mais qui ne mentionnait pas non plus la loi à laquelle les parties ont choisi de régir le contrat.

Entre temps, Monsieur Basir I. a obtenu le statut de réfugié.

En mars 2020, le Tribunal administratif de Paris a finalement reconnu qu'il y avait eu violation de l'article 11 de la Loi du 13 juillet 1983 sur la protection fonctionnelle. Il attend la réponse de la cour administrative d'appel car le ministère a fait appel de cette décision.

Monsieur Basir I n'a pas eu d'autre choix que de fuir l'Afghanistan en laissant derrière lui sa femme et sa famille. Ses demandes de réunification familiale sont également restées sans réponse.

Aujourd'hui, c'est une personne brisée par un parcours migratoire forcé et traumatisant et une procédure européenne « Dublin » inhumaine. Les autorités françaises auraient pu éviter cela.

Il reste aujourd'hui environ 230 anciens auxiliaires afghans de l'armée française en Afghanistan qui attendent un geste de la France, une ouverture d'une ambassade voisine afin d'obtenir la garantie d'un rapatriement par les voies légales.

L'honneur de la France comme de ses alliés n'est-il pas de protéger, jusqu'au dernier, tous ceux qui risquent de mourir aujourd'hui depuis la prise de Kaboul par les Talibans et qui ont combattu à nos côtés alors qu'ils partagent nos valeurs que sont la liberté, l'égalité et la fraternité ?

Me Isabelle LENDREVIE
Barreau de Seine-Saint-Denis, France

« Défendre les droits de l'Homme pour bâtir des projets civilisationnels »

Me Sofiane KHELIFI
Barreau de Tizi Ouzou, Algérie

Monsieur le Président et les membres du jury, permettez moi de vous exprimer les salutations sincères et libres du pays d'un million et demi de martyrs. Restez toujours dans le bonheur et au service la justice et de la liberté. Merci.

Bienvenue à mes confrères avocats venus des quatre coins du monde pour défendre partout la liberté et la justice.

Bienvenue aux honorables invités,

Plus de 73 ans se sont écoulés depuis la Déclaration Balfour de 1948, qui a marqué le début de la tragédie du peuple palestinien après que la communauté internationale a confiée la tâche d'établir un foyer national par la Grande-Bretagne au profit du peuple juif de Palestine.

Depuis lors, des millions de Palestiniens continuent de défier la peur et sortir afin de lutter pour leur patrie jusqu'à ce jour même où nous présentons la présente plaidoirie pour leurs droits et leur liberté.

La réponse des autorités israéliennes a été terrifiante.

Les forces d'occupation israéliennes ont mené une attaque odieuse contre le peuple palestinien et l'ont bombardé avec des armes interdites au niveau international, des missiles à fragmentation et au phosphore, et des armes chimiques, en violation des dispositions du droit international et des accords internationaux relatifs à l'interdiction internationale de ces armes.

Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants et de personnes âgées ont été arrêtés par les forces israéliennes, entassés dans les prisons et geôles des forces de sécurité israéliennes, et tués par les forces armées israéliennes.

À titre d'exemple, les images du peuple palestinien opprimé, montrées et publiées sur les sites de médias sociaux ou dans le cadre de reportages photographiques et visuels de la presse, restent un témoin des crimes

de l'agression israélienne contre les territoires occupés pendant 15 jours, du 6 mai au 21 mai 2021.

Ces images, photographies et publications montrent et documentent les massacres et les pratiques israéliennes contre des civils palestiniens sans défense ; ainsi plusieurs aspects de destruction, de tuerie et des bombardements pendant la période d'agression ont été présentées.

Israël a procédé, dans une politique consistant à établir des colonies sionistes, dans le but d'effacer l'État palestinien, à commettre des crimes par des bombardements intenses. Ainsi, Israël n'a pas respecté les lois internationales relatives aux droits de l'Homme, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'Homme et le Pacte international sur les droits civils et politiques. Au contraire, il a violé toutes ces conventions en bombardant des lieux civils, des écoles, des mosquées, des institutions médiatiques, des maisons et habitations des populations civiles, violant ainsi en particulier la quatrième Convention de Genève de 1949, particulièrement son article 3, qui doit être pris en compte, notamment pour les pays non signataires.

Parmi les photos qui nous ont fait beaucoup de peine, une photo du photographe Mahmoud Ajour d'une fille souriante au milieu des décombres, une photo d'un homme âgé fouillant les décombres de la tour Al-Jawhara, et une autre photo du photographe Attia Darouch sur une plage grouillante de cadavres d'enfants victimes des bombardements et de l'agression israélienne.

Les images restent une véritable exposition, pour garder vivants les crimes commis par les forces d'occupation israéliennes, illustrant des images, des modèles et échantillons des d'attaques utilisées par l'occupation sioniste dans son agression contre la population palestinienne.

Or, la communauté internationale s'est détournée de la Palestine et a fait sourde oreille vis-à-vis de ces crimes, de la tragédie du quartier de Cheikh Jarrah et du quartier de Selouan, laissant les forces israéliennes pratiquer le meurtre et la destruction, et bafouer la dignité humaine.

Les forces israéliennes ont commis des actes punissables selon le droit international : le transfert forcé des Palestiniens, le déplacement de 250 000 personnes, la démolition de maisons et de bâtiments, sous prétexte

qu'elles n'avaient pas obtenu de permis des autorités israéliennes, ce qui est, en réalité, impossible à obtenir auprès des telles autorités !

Les attaques et les bombardements aveugles des forces d'occupation israéliennes ont entraîné le déplacement de plus de 74 femmes et enfants à Gaza.

Plus de 450 bâtiments et lieux civils ont été démolis, dont 6 hôpitaux et 9 centres de santé, des dégâts aux infrastructures et installations essentielles à la vie, centrales et châteaux d'eau, bombardement de camps de réfugiés, atteinte au droit à la vie avec 274 martyrs (personnes tuées), dont 69 enfants et 40 femmes, 17 personnes âgées ; 1 948 personnes blessées dont 90 grièvement.

Le 9 avril 2021, Israël a annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas l'autorité de la Cour pénale internationale et a refusé d'ouvrir une enquête et de coopérer avec cette Cour sur d'éventuels crimes de guerre dans les territoires palestiniens occupés.

À cause des bombardements de l'artillerie et des avions de guerre électroniques de type F35, fabriqués par les Etats Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, des centaines de bombes pleuvaient chaque jour sur la population civile et les centres et lieux civils, détruisant des quartiers entiers et causant de nombreuses pertes humaines.

Pendant tout cela, les Palestiniens pensaient que la communauté internationale empêcherait l'ennemi israélien de les tuer aveuglément, mais ils ont été déçus, car la communauté internationale a tourné le dos aux populations de la Bande de Gaza et des autres territoires palestiniens occupés, en particulier le quartier Cheikh al-Jarrah, le quartier de Selouan dans la vieille ville d'AL Quds (Jérusalem), et a laissé le peuple palestinien souffrir de la pratique du meurtre, de la torture et du déplacement forcé, des restrictions des libertés, de la destruction et du piétinement de la dignité humaine.

Les Palestiniens, vivant dans les camps de réfugiés ou sous les bombardements, pleins d'un sentiment de solitude et d'isolement, méritent de se réveiller bientôt dans un lendemain meilleur et un avenir plus savoureux.

Mesdames et messieurs,

Imaginez vous-mêmes vivre dans une routine infernale de mort et de destruction, la perte de parents et de vos êtres les plus chers, chaque jour on vous annonce qu'un de vos proches est mort ou qu'il est emprisonné, et que vous ne le reverrez plus. Imaginez-vous quand votre frère, votre sœur ou votre enfant de moins d'un mois est tué dans les décombres à cause des bombardements, sur un carrefour, ou par une balle tirée par des snipers sionistes, imaginez quand votre papa vous est ramené dans un cercueil, tué sous la torture dans les prisons israéliennes.

Imaginez-vous que vous êtes forcés de quitter vos maisons, votre pays, que vous aimez tant, et tout ce que vous possédez, tout cela pour la seule raison d'exiger de vivre dans la liberté et la dignité.

Mesdames et messieurs,

Ce peuple blessé souffre depuis longtemps et a souffert seul et isolé, luttant pour préserver la cause de son identité et le flambeau de sa liberté que l'occupation sioniste veut éteindre.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a pas été en mesure de dénoncer les crimes commis en Palestine, car au sein du Conseil de sécurité il y a des membres qui ont le droit de veto leur permettant de bloquer toute résolution.

Mais a-t-on le droit de rester les bras croisés face à ce peuple qu'on tue en bloc ? Un Palestinien sur deux a été contraint d'abandonner sa maison pour ne pas mourir sous les bombardements israéliens.

Il est de notre devoir en tant qu'avocats et de libres défenseurs des droits, de dénoncer les graves violations commises par l'occupation sioniste qui tue des civils innocents en Palestine.

Il est de notre devoir de lutter avec force contre l'occupation sioniste.

Nous devons soutenir le peuple palestinien opprimé et l'aider à faire de sa révolution un succès, car sa révolution réussira bel et bien.

Il viendra un jour où nous entendrons l'hymne de la liberté résonner haut et fort en Palestine toute entière.

Beaucoup disent que les épreuves du meurtre ne prendront pas fin, mais les Palestiniens continueront avec détermination et sérénité, souriants et

inspirés par le dicton d'Edmund Rostan : « La croyance en l'aube est plus douce pendant la nuit ».

Après leurs maisons détruites, leurs souvenirs perdus, après des souffrances indicibles, après une douleur apparemment sans fin, les Palestiniens auront un demain libre et un avenir meilleur.

Merci.

Me Sofiane KHELIFI
Barreau de Tizi Ouzou, Algérie

« Haïti, entre pleurs et paix »

Me Estéphanace HIPPOLYTE

Barreau des Coteaux, Haïti

Pour le docteur en droit, Fidel Castro, « Même les morts ne sauraient reposer en paix dans un pays opprimé ». D'un avis général, face à la situation actuelle d'Haïti, non seulement les morts ne sauraient reposer en paix mais les vivants sont encore et toujours en pleurs.

Madame, monsieur,

Permettez que je vous ramène sans téléportation à 6 370 km de la Mauritanie et moins de trois ans en arrière.

13 Novembre 2018, nous voici à La Saline, un après-midi comme les autres. La Saline est un quartier populeux qui se trouve en plein cœur de la Capitale Haïtienne (Port-au-Prince) et dont la population est majoritairement membre de l'opposition gouvernementale. Alors que les habitants du quartier vaquaient à leurs occupations quotidiennes paisiblement, soudainement, un événement triste, inattendu et inhumain se produisit. En effet, un groupe de criminels perpétra une série d'agressions contre la population civile. Dans leur fureur, ces individus lourdement armés ont emporté sur leur passage la vie de 59 personnes¹, violé au moins sept femmes et filles, la plupart d'entre elles sont victimes de viols collectif ; les pillages, les incendies, les destructions étaient également au menu de ce festin criminel. Et nul besoin d'ajouter madame, monsieur que le déplacement forcé de nombreux habitants s'en est automatiquement suivi.

Ceci est un témoignage vivant, et non une fable sorti de nul part. J'ai rencontré des survivant.es, j'ai travaillé avec eux/elles, j'ai lu dans leurs yeux sombres la douleur de leurs âmes et je les ai vu versés des torrents de larmes sans espoir de justice aucune. Malheureusement, ce n'était que le début d'une série de trois attaques meurtrières et une large ouverture vers la gangstérisation du pays. « Les assassins sillonnent encore dans nos rues », pour reprendre les mots significatifs et convenus de l'ex première dame de la République, et tandis que les victimes

¹ Rapport du RNDDH (Réseau national de défense des droits humains) du 1^{er} Décembre 2018 sur le massacre, Port-au-Prince, page 8

survivantes, comme des rats d'égout se voient encore menacés, vivent encore dans la peur, revivent une nouvelle fois le marronnage du temps de l'esclavage longtemps suspendus par le sang versé des héros de 1804.

13 Novembre 2018, 8 et 13 Mars 2019, ce sont des dates inoubliables pour les victimes de La Saline à Port-au-Prince. Actuellement privé de tout ; Ils dorment encore sous les ponts, dans des maisons abandonnées, dans des carcasses de véhicules, comme cette mère célibataire avec ces deux fillettes qui a éclaté en sanglots lors de son témoignage. Ils n'ont rien, sinon les vêtements qu'ils portaient le jour du malheur, plus de maisons, plus de voitures, plus de bétail, plus de petites entreprises dans un pays déjà appauvri. Aujourd'hui, je cite ces filles et femmes violentées² qui sentent encore l'odeur nauséabonde de ces malfrats qui meurtrissaient leur chair et apposaient un souvenir indélébile dans leur cœur et dans leurs corps, je cite cette mère sexagénaire dont l'unique fils qu'elle ne verra jamais a été emporté par les machettes, les flammes et les balles des agresseurs en ce jour maudit.

Aujourd'hui encore, ces morts qui ne peuvent reposer en paix, ces survivants qui existent mais qui ne vivent pas, réclament justice, le sol de La Saline réclame justice. Oui, ils réclament justice car ils sont oubliés de l'Etat haïtien dit État de droit, un Etat irresponsable à la tête d'un système judiciaire défaillant qui non seulement fait la sourde oreille à la soif de justice de ces gens mais ne fait rien pour empêcher que des faits similaires ne se reproduisent. Et par conséquent, devant l'inaction de l'Etat, on a pu assister à d'autres massacres comme celui de Bel-Air du 4 au 6 Novembre 2019 causant la mort de 24 personnes, celui de Cité soleil en juin-juillet 2020 occasionnant la mort de 145 personnes, selon le rapport de l'OHCCCH (Observatoire Haïtien des Crimes Contre l'Humanité) en accord avec la Clinique internationale de défense des droits humains (IHRC) de la Faculté de droit de Harvard, pages 14 à 18.

On le constate, les massacres se sont multipliés ; Massacre La Saline, massacre Bel-air, massacre Cité Soleil, etc. Et que dire lorsque récemment

² Rapport produit par la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH). Ce rapport présente les informations recueillies par le Service des droits de l'Homme (SDH) de la MINUJUSTH

en juin 2021, pour pouvoir échapper à un massacre éminent, près de 8 500 femmes et enfants, selon un article du journal Le Nouvelliste, reprenant UNICEF, publié le 15 juin 2021, furent forcées au péril de leur vie de quitter en toute hâte leur maison à Martissant, un quartier de la Capitale, pour se réfugier chez des amis ou simplement sur la place publique d'une communauté voisine. Que dire lorsque plus de treize personnes dont deux éminent journalistes opposant du gouvernement en place furent assassinés dans les rues de la capitale dans la nuit du 29 au 30 juin 2021 sous le regard silencieux de l'Etat Haïtien, que dire lorsque, plus tôt le 28 août 2020 le bâtonnier de l'ordre des avocats Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval, fut assassiné chez lui à quelques mètres de la maison du président. Et comme le massacre de La Saline resta impuni, les massacres sont aujourd'hui devenus incontrôlables en Haïti. Le pouvoir exécutif a toujours gardé son silence jusqu'à ce qu'arrive ce qui a été annoncé au 18^{ème} siècle par Montesquieu : « L'injustice fait à un seul est une menace aux autres. » Son excellence, Jovenel Moïse, mourut assassiné au pouvoir dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021 sur son lit dans sa propre demeure et entouré de ses agents de sécurité qui n'ont même pas été égratignés. Je laisse tomber cette liste non exhaustive pour enfin revenir vers les sans voix de La Saline pour crier à haute voix :

Qu'au niveau national, le dossier des massacres de La Saline stagne encore au niveau du Cabinet d'instruction de Port-au-Prince, alors que la dite instance devrait disposer seulement de trois mois pour mener son enquête en vertu de l'article 7.1 de la loi sur l'appel pénal du 29 juillet 1979 qui dispose : « Le juge instructeur saisi d'une affaire a un délai de deux mois pour mener l'instruction et en communiquer les pièces de l'information au ministère public et un délai d'un mois pour l'émission de son ordonnance de clôture, ce, sous peine de prise à partie. »

Qu'au niveau international, la CIDH (Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme), saisie de l'affaire déclara ne pas pouvoir obtenir d'information de l'Etat Haïtien, situation qu'elle déplore au #18 de sa résolution 65/2109 intitulée mesures conservatoires.

Je tiens à faire remarquer aux yeux du monde entier que la seule décision prise en faveur des victimes du triple massacre de La Saline n'est autre que des mesures conservatoires datant du 31 décembre

2019, lesquelles mesures n'ont jamais été prise en compte par l'Etat Haïtien. Alors que les victimes de La Saline souffrent encore des graves séquelles matérielles et psychologiques, découlant de ces massacres. L'Etat Haïtien a toujours gardé son silence dédaigneux. J'interviens afin de lever ma voix, pour ces sans voix, pour mes frères et sœurs qui souffrent depuis bientôt trois ans des violations des droits de l'Homme de toute sortes.

Face à cette situation humiliante, inhumaine et dégradante pour un pays se réclamant Etat de droit.

Je requiers la condamnation de l'Etat Haïtien pour n'avoir pas rendu justice à la famille de ces victimes qui ont été dépouillé du droit à la vie, droit indérogeable reconnu par les instruments juridiques internationaux et nationaux. À ce niveau je cite l'article 6.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) : « Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie » ainsi que l'article 19 de la Constitution haïtienne de 1989 amendée disposant ainsi : « L'Etat a l'impérieuse obligation de garantir le droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme »

Je plaide pour la réparation de la population de La Saline, qui se voit forcé de déplacer perdant en même temps le droit à la propriété et de jouissance garantie par la constitution haïtienne. Dépouillé de tout, ils vivent de la mendicité pour certains ou de la bonne foi des prochains pour d'autres, sans oublier le stress psychologique des familles dont les enfants ne sont plus ou ne peuvent aller à l'école ou même à l'hôpital ou enfin même se nourrir.

L'Etat Haïtien viole la convention de Bellem do Para dont il est parti depuis 1997 quand il fait la sourde oreille aux cris de ces femmes/ filles victimes de violences sexuelles et physiques et qui persistent à croire qu'elles ne seront jamais réparées. Alors qu'il s'était engagé à condamner les formes de violence contre la femme et à adopter tous les moyens appropriés afin de sanctionner et éliminer ces formes de violence (article 7 de la Convention).

J'attire le regard international et je demande la condamnation de l'Etat Haïtien pour avoir privé toute une population d'accès à la justice, du droit à un procès équitable et de toutes les garanties judiciaires reconnues par les articles 14 & 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dont l'Etat haïtien est partie depuis 1991.

Ce pourquoi, je m'érige ici à la tribune du concours international de plaidoirie afin d'exiger à l'Etat Haïtien la mise en application des mesures de protection émanant de la cour interaméricaine des droits de l'homme pouvant permettre à ces victimes de bénéficier d'une protection spéciale afin de se présenter devant les tribunaux et obtenir justice et réparation.

J'exige de l'Etat Haïtien la mise en place d'un système judiciaire respectueux des droits humains avec des juges véritablement indépendants du pouvoir exécutif capable de trancher selon les textes en vigueur sans s'inquiéter de l'avenir de leur mandat ou de leur carrière de juge.

Ce sera justice.

Me Estéphanace HIPPOLYTE
Barreau des Coteaux, Haïti

« Des enfants à la merci d'adultes-fauves »

Me Ghania BECHEUR
Barreau de Bouira, Algérie

À l'attention de l'honorable jury

Au nom de Dieu, Clément et Miséricordieux,

Prières, saluts et paix soient sur le meilleur de la création de Dieu, Muhammad,

Je suis honorée et submergée de bonheur de plaider devant vous, aujourd'hui pour la première fois, pour défendre l'enfance et l'innocence dans le dossier de la jeune fille pakistanaise assassinée, Zahra Shah. Je voudrais bien demander votre diligence et votre patience face à cette profonde déchirure que je vais vous relater concernant le tragique sort vécu par cette fillette. Elle a enduré toute cette souffrance parce qu'elle était une fillette pauvre qui avait décidé de vivre la liberté dans un milieu de ripoux !

Qui d'entre nous n'a pas été un enfant ? Qui d'entre nous n'a jamais rêvé d'être un oiseau ou un papillon ? Qui d'entre nous n'a pas aspiré à devenir un célèbre médecin, ingénieur ou avocat ?

Bien sûr, la réponse est que nous avons tous caressé ce doux rêve du devenir ! Mais ici, la question se présente sous une autre forme lorsqu'il s'agit de certaines circonstances que certains enfants ont vécues sans les autres : Combien d'enfants ont connu le bourdonnement de l'estomac vide et la fluctuation de l'air dans les intestins à cause de la faim ? Combien d'enfants arpenté, pieds nus, les routes ? Combien d'enfants ont souffert en silence à cause d'un coup de poing, de fouet, de bâton ou subi la violence physique par d'autres voies interdites par la loi ? Combien d'enfants sont privés d'un cahier, d'un livre ou d'un stylo ?

La réponse est certaine : ils sont nombreux ! Mais, ils ont, tous, surmonté la mort et grandi dans des moments de douleur et de privation. Ils sont devenus des hommes et des femmes. D'autres se réfugient derrière les traumatismes de l'enfance pour justifier leur échec dans la vie, de

longues années plus tard.

Mais si je vous demandais combien d'enfants avez-vous enterrés à cause de ces circonstances ?

La réponse variera selon les sources d'information sur laquelle vous vous appuyez. Certains se baseront sur les statistiques d'une organisation internationale, d'autres sur des statistiques gouvernementales, et d'autres encore sur la base d'observations de terrain. Pour moi, je dirais tout simplement que « Dieu sait ! »

Avant de rédiger ce plaidoyer, j'ai décidé de visiter la tombe d'un enfant. Il aurait été mieux de ne pas le faire. Car j'en suis sortie avec un sentiment indescriptible que je résumerai ainsi : « L'enfance est le symbole de vie et celui qui la tue ne peut pas être considéré comme un être humain ».

Notre cas aujourd'hui n'est rien d'autre qu'un cas anodin de millions d'autres qui sont parvenus à vos oreilles ou d'autres qui ne vous sont pas parvenus, car ils ont été broyés par le vacarme de notre lâche silence face au drame de millions d'enfants à travers le monde. Ils sont exploités, maltraités et tués par des prédateurs inhumains.

C'est le cas de l'innocente Zahra Shah, originaire du district de Muzafargar, au sud du Pendjab, à 850 km de la capitale pakistanaise, Islamabad. Elle n'a pas plus de huit ans. C'est une enfant qui a succombé au rêve et à l'ambition des adultes de terminer ses études, comme tous les enfants. Ses parents l'ont confiée à Hassan Siddiq et sa femme Umm Kulthum en tant que bonne qui devait s'occuper de leur petit enfant dans le district de Rawalpindi près d'Islamabad.

Les faits :

Le 31 mai 2020, à l'hôpital Begum Akhtar Rokhsana Memorial de la ville, la fille Zahra est arrivée aux urgences avec des traces de coups, blessures et tortures visibles sur tout son corps ; surtout au niveau de son visage, ses mains, ses jambes et même au niveau de ses parties génitales. Elle est décédée le lendemain des suites de coups et de tortures.

Après l'ouverture d'une enquête sur les circonstances entourant les

conditions de mort de la jeune fille assassinée, il s'est avéré que c'est Hassan Siddiq chez qui Zahra Shah travaillait qui l'avait amenée à l'hôpital et disparaître tout de suite après. Il était tranquillement rentré à son domicile.

Devant l'officier de police judiciaire, Mukhtar Ahmed, qui enquête sur l'affaire, le couple interpellé a avoué le crime. Les époux Siddiq ont affirmé qu'ils avaient torturé la fillette pour avoir laissé s'échapper de précieux perroquets de leur cage pendant qu'elle la nettoyait et nourrissait ces perroquets.

Les accusés ont été mis en détention après leurs aveux. L'enquête poursuit son cours et nous attendons toujours leur procès ; sachant que le meurtre au Pakistan est passible de la peine de mort.

En conséquence, la qualification du cas ne devrait pas se concentrer sur un seul crime, mais plutôt sur un ensemble de crimes reprochés et condamnés par la nature humaine et par toutes les lois et traités internationaux :

Premièrement : à propos du droit à l'éducation gratuite, qui est le motif qui a conduit à l'embauche de la mineure Zahra Shah qui n'avait pas atteint l'âge du travail. Et pourtant, il est stipulé que l'éducation est un droit humain fondamental, classé au quatrième rang des objectifs de développement durable convenus au niveau international dans le cadre de l'Agenda 2030.

Premièrement : le cas de la fille Zahra Shah a levé le voile sur les violations choquantes du principe de la gratuité de l'enseignement stipulé dans les dispositions des articles :

Article 28 de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant :

1. Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et afin de parvenir à la pleine réalisation de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances, ils doivent notamment :
 - a. Rendre l'enseignement primaire obligatoire et accessible gratuitement à tous ;

Article 26, paragraphe 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme :

« Chacun a droit à l'éducation. L'enseignement doit être gratuit, au moins aux niveaux primaires et de base. L'enseignement primaire est obligatoire. Et de rendre l'éducation artistique et la formation professionnelle accessibles à tous. L'enseignement supérieur sera accessible à chacun en fonction de son efficacité ».

Article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels :

« Les États parties à ce pacte reconnaissent le droit de chacun à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent également que l'éducation doit viser à permettre à chacun de jouer un rôle utile dans une société libre, renforcer les liens de compréhension, de tolérance et d'amitié entre toutes les nations et les divers groupes raciaux, ethniques ou religieux, et soutenir les activités entreprises par le Nations Unies pour le maintien de la paix ».

Les États parties au présent Pacte reconnaissent que le plein exercice de ce droit requiert :

- a. Rendre l'enseignement primaire obligatoire et le rendre accessible gratuitement à tous ;
 - b. De généraliser l'enseignement secondaire de toute nature, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, et de le rendre accessible à tous par tous les moyens appropriés, notamment en introduisant progressivement la gratuité de l'enseignement ;
 - c. Rendre l'enseignement supérieur également accessible à tous, sur la base de l'efficacité, par tous les moyens appropriés, et notamment par l'instauration progressive de la gratuité de l'enseignement ;
 - d. Encourager ou intensifier, dans toute la mesure du possible, l'éducation de base des personnes n'ayant pas reçu ou n'ayant pas terminé l'école primaire,
2. Développer activement un réseau scolaire à tous les niveaux,

établir un système de bourses adéquat et continuer à améliorer les conditions matérielles du personnel enseignant.

3. Les États parties au présent pacte s'engagent à respecter la liberté des parents, ou des tuteurs lorsqu'ils sont présents, de choisir des écoles pour leurs enfants autres que les écoles publiques, à condition que les écoles sélectionnées adhèrent aux normes éducatives minimales qui peuvent être imposées ou agréées par l'État, et d'assurer l'éducation religieuse et morale de ces enfants conformément à leurs propres convictions.
4. Rien dans les dispositions du présent article ne peut être interprété d'une manière qui affecte la liberté des individus et des organismes de créer et de gérer des établissements d'enseignement, à condition que les principes énoncés au paragraphe 1 du présent article soient toujours respectés et soumis à la soumission de l'enseignement dispensé par ces établissements aux normes minimales que l'État peut imposer.

Article 14 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels :

Tout Etat partie au présent Pacte qui, au moment d'y devenir partie, n'a pas pu assurer dans son propre pays ou dans d'autres territoires sous sa juridiction l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, s'engage, dans un délai de deux ans, à formuler et d'adopter un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre effective et progressive du principe de l'enseignement obligatoire. Il est gratuit pour tous, dans un délai raisonnable spécifié dans le plan.

Ceci a également été stipulé dans diverses conventions internationales, notamment la Convention de l'UNESCO contre la discrimination dans l'éducation de 1960, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1981 et la Convention relative aux droits des personnes handicapées en Europe de 2006. Travailler pour assurer son éducation ?

Si cela devait indiquer quelque chose, ce serait la faiblesse du système juridique pakistanais à consacrer l'éducation gratuite aux enfants du primaire.

Deuxièmement : à propos du travail de la jeune fille Zahra Shah qui n'a pas l'âge légal pour travailler Le travail des enfants est considéré comme une bassesse. Il est interdit dans la plupart des pays membres des Nations Unies et la plupart des conventions internationales. Ces dernières exhortent à ne pas exploiter les enfants dans des emplois. En particulier, ceux qui présentent un danger pour eux. Ainsi, l'article 32, paragraphe 1, de la Convention de 1989 sur les droits de l'enfant stipule :

« Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à être protégé contre l'exploitation économique et d'accomplir tout travail susceptible d'être dangereux ou d'entraver son éducation, ou de nuire à sa santé physique, mentale, spirituelle, morale ou à son développement social. »

Ici, les parents de la fille de Zahra doivent être punis avant de punir les accusés. Tout comme l'Etat pakistanais doit être condamné pour avoir ignoré ce phénomène et n'avoir pas mis en place de mécanismes pour protéger ces enfants du travail.

Troisièmement : sur la torture de la fille Zahra Shah qui a conduit à sa mort :

La Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 marque l'opposition à toutes les formes de violence et de torture à l'encontre des enfants, notamment à son article 19, paragraphe 1 :

« Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant de toutes les formes de violence physique ou mentale, de blessures ou d'abus, de négligence ou de traitement négligeant, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris les abus sexuels, pendant qu'il est sous la garde d'un parent ou tuteur ou du tuteur légal (tuteurs légaux) de l'enfant, ou toute autre personne qui s'occupe de l'enfant. »

La plupart des pays ont mis en place une législation spéciale pour criminaliser la violence à l'encontre des enfants, conformément à ce qui a été indiqué dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Malheureusement, nous avons remarqué que les pays n'ont pas mis en place de mécanismes appropriés pour décourager ces crimes, car ils sont en constante augmentation malgré l'arsenal juridique qui les criminalise. Ceci signifie que les sanctions ne sont pas dissuasives, ce

qui impose leur révision afin que chaque criminel y réfléchisse mille fois avant d'exercer une forme de violence contre un enfant, n'importe quel enfant, qu'il soit pauvre, analphabète, rural ou sédentaire et de de quelque nationalité qu'il soit.

Pour tout ce qui précède :

Aujourd'hui, devant cet auguste conclave, j'en appelle aux bonnes consciences afin qu'elles ouvrent, grandes, les portes de leur cœur pour entendre le cri de Zahra Shah de sa tombe. Et à entendre les cris de millions d'enfants enterrés sous terre et sur la terre. Je prie toutes ces consciences éclairées qui me regardent de prendre, avant leur sortie de cette salle, la décision de condamner tout être humain qui s'est départi de son humanité et s'est mis sur la peau d'un prédateur qui s'en prend à un innocent. Je voudrais que vous condamnerez tut tuteur, père ou mère ou un mandaté de prendre en charge un enfant qui se départi de sa responsabilité en envoyant l'enfant travailler pour quelque raison que ce soit. Je vous demande de condamner tout gouvernement qui, délibérément ou par négligence, laisse les enfants vivre dans de telles conditions et un tel sort. Je vous demande de condamner tous ceux qui ont préféré le silence à la parole, sachant que sa parole est la cartouche qui intimide et dissuade tous les criminels.

À la fin de mon plaidoyer, je ne peux qu'avoir une pensée pieuse Zahra Shah, avec la certitude qu'elle est dans les largesses d'Allah, se pavanant, comme un papillon ou s'épanouissant comme une rose dans les vastes cieux du Miséricordieux. Là-bas, elle vit une enfance de bonheur dont elle a été privée sur notre vaste planète

Enfin, j'espère que cette plaidoirie a atteint vos esprits, titillé vos consciences et éveillé vos cœurs.

Me Ghania BECHEUR
Barreau de Bouira, Algérie

« La lutte contre le terrorisme confère tous les droits »

Me Jules ATSATITO
Barreau du Cameroun

« Dans la plupart des pays, les citoyens possèdent la liberté de parole. Mais dans une démocratie, ils possèdent encore la liberté après avoir parlé ».

Ainsi s'exprimait le journaliste français André Guillois. Cette déclaration revêt tout son sens car, elle nous amène à mener une réflexion profonde sur l'un des droits fondamentaux, garanti et protégé par divers Traités internationaux ; il s'agit de la liberté d'expression.

Bon nombre d'Etats qui se disent démocratiques, sont parties à de multiples Traités garantissant à tout individu le respect de leur droit fondamental à la liberté d'expression. Mais, une fois ce droit exercé, ces individus bénéficient-ils toujours de la liberté d'aller et de venir ?

Nous sommes au Cameroun, courant les années 2019 et 2020 ; le jeune Samuel Abuwe Ajiekha, allait trouver à ses dépens, réponse à cette interrogation. Samuel Abuwe, plus connu sous le nom de « Samuel Wazizi », est un journaliste de la chaîne de télévision Chillen Music Television (CMTV). En date du 2 août 2019, il est interpellé par les agents du Commissariat de sécurité publique du 3^e arrondissement de la ville de Buea, motif pris de ce qu'il serait un complice d'un groupe terroriste qui sévit dans les parties du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Le journaliste, qui a toujours clamé son innocence, confie donc à son avocat que son arrestation est liée à des propos critiques qu'il avait tenu sur la chaîne de télévision CMTV à l'encontre des autorités camerounaises quant à la gestion de la crise qui sévit dans les parties anglophones du pays.

Cinq jours suivant son interpellation, soit le 7 août 2019, Samuel Wazizi est récupéré d'entre les mains de la police par les forces militaires de la 21^e Brigade d'Infanterie Motorisée (BIM) de Buea, pour une destination inconnue. Informés de la situation et craignant pour la vie de leur client, les avocats de Wazizi entreprennent des démarches afin de rencontrer le Commandant de ladite Brigade d'Infanterie Motorisée (BIM), dans

le but d'obtenir plus amples informations. Il leur a été répondu par les militaires que, les avocats et les journalistes sont interdits d'accès dans l'enceinte du BIM.

Dès cet instant, qu'il s'agisse de ses avocats, de ses confrères, de sa famille ou de ses proches en général, personne n'a plus jamais eu des nouvelles de Wazizi. Les avocats, soupçonnant des pratiques d'actes de torture sur la personne de Wazizi, ont engagé diverses procédures devant le Tribunal de Grande Instance du Fako, entre autres celle d'habeas corpus en date du 13 novembre 2019, afin de demander au Tribunal de tout faire pour que leur client, mort ou vivant soit présenté par ses géôliers, pour être remis en liberté ou alors bénéficier des cérémonies funéraires selon le cas. Laquelle procédure a connu 14 renvois dont le dernier en date a été enregistré le 13 mai 2020.

Face à un tel déni de justice, les conseils et les confrères de Wazizi ont entrepris un sitting aux portes du Tribunal en date du 14 mai 2020, à l'issue duquel, une audience a été programmée en date du 28 mai 2020. N'ont jamais comparu, ni le Commandant du 21^e BIM, ni le Délégué régional de la sécurité publique du Sud-Ouest, lesquels étaient présentés comme les géôliers de Wazizi.

Pendant que toute la population camerounaise attend la décision du Tribunal, les rumeurs sur la mort de Samuel Wazizi commencent à se faire persistantes. Selon les sources proches de la haute hiérarchie militaire, la première confirmation du décès du journaliste sera donnée par la chaîne de télévision Equinox TV le mardi 2 juin 2020, affirmant que le journaliste aurait succombé aux sévices corporels à lui infligés au cours de sa détention.

Suite à la pression de la classe politique et des organisations de la presse, le Gouvernement camerounais, par la voix du Chef de division de la communication du Ministère de la défense, va prendre un communiqué dans lequel il soutiendra : «... Après de longues enquêtes suite à l'arrestation de Wazizi, les éléments des forces de sécurité avaient établi que ce dernier était en réalité un logisticien de divers groupes terroristes (...). Le 7 août 2019, les Forces de sécurité avaient mis le susnommé à la disposition de la 21^e Brigade d'Infanterie Motorisée (21^e BIM) pour exploitation opérationnelle (...). Il a ensuite été transféré au

Secrétariat d'Etat à la Défense (SED) le 13 août 2019, et du fait d'un état fébrile, a été mis à la disposition de l'Hôpital Militaire de Région n°1 à Yaoundé pour consultation (...). L'état de santé de ce dernier va se dégrader au fil des jours, jusqu'au matin du samedi 17 août 2019, lorsque les médecins constatèrent son décès, des suites d'une Sepsis sévère (...). Wazizi était resté en contact étroit avec sa famille, et même de son lit de malade à l'hôpital militaire, il avait régulièrement échangé avec ses proches (...) ».

Honorables membres de la Cour,

À cet instant, vous vous posez sans doute les mêmes questions que nous, qui sont celles de savoir, pourquoi est-ce près de 11 mois après le décès de Wazizi, que le Gouvernement a choisi de communiquer l'information ? Pourquoi l'avoir caché à sa famille et à ses conseils ? Que faisait-il entre les mains des militaires, qui n'ont aucune compétence en matière d'enquête judiciaire, si ce n'est pour être torturé ?

Il s'agit là, à n'en point douter, d'un simulacre d'explication quant à la mort de Wazizi. Le Gouvernement camerounais, au motif de la lutte contre le terrorisme, a commis de multiples entorses aux lois tant nationales qu'internationales, en foulant au pied tous les principes cardinaux de protection des droits de l'Homme.

Dans cette affaire, Wazizi a été arrêté et détenu arbitrairement, n'a jamais été présenté devant un Tribunal pour qu'il soit statué sur ces accusations, il lui a été interdit de consulter ses avocats, a été qualifié de terroriste, compte non tenu du droit à la présomption d'innocence. Ces agissements ont été opérés en violation criarde des textes internationaux, tels la Déclaration universelle des droits de l'Homme (articles 7, 8, 9, 10, et 11) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (articles 9 et 14).

L'association Reporters Sans Frontières, ayant consulté les photos de Wazizi prises à Yaoundé le 13 août 2019, a pu constater que le journaliste présentait de nombreuses blessures et inflammations au niveau d'un pied, d'une main et d'une épaule ; ce qui permet légitimement de penser que celui-ci a subi des actes de torture, des traitements cruels et inhumains par les forces armées tout au long de sa détention. Les forces

militaires ont par ces actes, violé la personne humaine, porté atteinte à l'intégrité physique et morale de Wazizi, violé la dignité inhérente à la nature humaine, chères à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (articles 4, 5 et 6), à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La vie de Wazizi n'avait donc aucune valeur pour ses bourreaux, ceux-ci se contentant de le traiter comme un animal ; et même, les animaux ont eux aussi des droits. Le principe de la protection et de la sauvegarde de la vie humaine énoncé par les Traités internationaux n'avait donc plus aucune signification ni importance, au nom de la lutte contre le terrorisme. Les forces armées, dans cette guerre aveugle contre le terrorisme, se substituent donc à la puissance divine et ont donc le droit de vie ou de mort sur toute personne qui par malheur, tombait entre leurs mains, pour les besoins « d'exploitation ».

Afin de dissimuler ces pratiques immondes, barbares et d'une autre ère, le Gouvernement camerounais a affirmé sans vergogne que Wazizi a été régulièrement en contact avec ses proches tout au long de sa détention. Laquelle déclaration mensongère a été formellement démentie devant les caméras de la télévision Equinox TV, par le frère du défunt, affirmant que depuis le 7 août 2019, date à laquelle Wazizi a été récupéré par les forces militaires, aucun membre de sa famille n'a été informé de ce que celles-ci ont fait de son frère.

Honorables membres de la Cour,

Nous vous prions de noter que le cas Wazizi n'est pas un cas isolé. Plusieurs journalistes, principalement ceux originaires des Régions anglophones du Cameroun, pour avoir critiqué la gestion de cette crise par le Gouvernement, ont fait l'objet d'intimidation, d'arrestation et de détention abusives, d'actes de tortures.

La liberté de la presse, qui est le symbole même de la consécration de la liberté d'expression dans tout Etat démocratique, ne saurait être mis à mal pour les besoins d'une quelconque lutte, qu'elle soit anti-terroriste ou non. Cette liberté est le socle de toute démocratie, et est consacrée par la Constitution camerounaise, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Charte africaine des droits de l'Homme, pour ne

citer que ces textes.

Mesdames et Messieurs,

C'est avec une profonde tristesse que je puis vous dire que la famille, les conseils et les confrères de Wazizi, tous dans un état de désespoir, se sont tout de même rendus à la dernière audience qui avait lieu le 9 juin 2020 après l'annonce du décès, dans l'espoir que le Tribunal ordonnerait ne serait-ce que la restitution du corps du journaliste. Mais hélas, celui-ci se déclara incompétent et se débarrassa de cette affaire qui encombrait le rôle du Tribunal depuis novembre 2019.

Jusqu'à lors, la famille du défunt journaliste continue à vivre dans la tourmente, et ne peut que lever des yeux larmoyants et des mains tremblantes vers le Très Haut, dans l'espoir que celui-ci touche le cœur des bourreaux de leur fils, leur frère, leur père, leur enfant, afin que ceux-ci lui rendent son corps, et qu'elle puisse en fin faire son deuil.

Honorables membres de la Cour,

Comme disait Desmond Tutu : « Si vous êtes muet devant une situation d'injustice, c'est que vous avez choisi d'être du côté de l'opresseur »,

Nous disons non !

La lutte anti-terroriste ne justifie pas la violation des droits fondamentaux de l'homme.

Et le rôle de tout avocat, est de dénoncer de tels injustices.

Me Jules ATSATITO
Barreau du Cameroun

« Un silence qui constitue l'assise d'une violation manifeste : au lieu d'exécuter le jugement en assurant un lit d'hébergement et de pourvoir les responsables concernés, l'état poursuit les avocats »

Me Adnene ABIDI
Barreau de Tunis, Tunisie

Non-application de décisions judiciaires définitives édictant la mise en surveillance psychiatrique à l'hôpital de patients déclarés pénalement irresponsables et leur maintien en prison.

Silence assourdissant face à un manquement grave.

L'État refuse d'appliquer les décisions de la justice, ni de disponibiliser un lit devant servir d'abri pour un malade, s'abstient à poursuivre des responsables de torture et ceux qui font entraves à l'exécution des décisions de la justice.

Au nom de : Elias - Mohsen - Siddiq - Qabil - Abdul Malik - Louaye.

24 patients psychiatriques maintenus en détention malgré une décision judiciaire de les placer dans une structure de santé (hôpital)

Contre : Parquet général.

Soumis aux honorables membres du jury

Faits et procédures :

Elias est un jeune tunisien, né en mai 1984. Il est atteint d'une maladie mentale du fait de sa situation de chômeur qui lui obstrue l'horizon et éloigne toute perspective d'emploi pour lui. Depuis 2009, il fréquente un hôpital psychiatrique où il fait l'objet d'un suivi psychologique. Malheureusement, l'état d'Elias l'a poussé à commettre un acte criminel (agression violente).

Soumis à son attention, le juge du troisième cabinet d'instruction du tribunal de première instance de Ben Arous a décidé de transférer l'intéressé à un médecin légiste pour expertise. Ce dernier a conclu que l'état pathologique du patient justifiait son irresponsabilité pénale, chose que le magistrat a suivie. La décision de ce dernier n'a fait l'objet d'aucun recours, ce qui lui confère le statut définitif et exécutoire.

Dans des circonstances identiques, un autre citoyen tunisien qui résidait à l'étranger croupit en prison dans son pays d'origine, la Tunisie, depuis le 16 octobre 2019, sans fondement juridique ! Il s'agit du citoyen Abdul Malik Hamza, souffrant d'une maladie mentale qui se stabilise après la prise de médicaments !

Abdel-Malik Hamza a violemment agressé son voisin sans en être conscient, n'étant pas le maître de soi, donc non responsable de ses actes. Pourtant, il a été incarcéré à la prison civile de Bizerte, malgré le retrait de la plainte de sa victime, la conclusion du médecin-expert au fait qu'il n'était pas responsable de ses actes et la décision du juge de classer l'affaire. Concluant à son irresponsabilité pénale, le juge a décidé de le placer impérativement à l'hôpital Al-Razi. Hélas, la décision du juge d'instruction n'a pas été exécutée et ce depuis plus de deux ans.

Nous avons déposé des plaintes et lancé des appels, en vain ! La responsable de la prison m'a même lancé, en dialecte tunisien, que : « La prison, c'est la grande maison. Et quiconque ne trouve pas de place dehors, est placé ici, à nos côtés ! ».

Comme Elias et Hamza, il y a une trentaine de personnes, déclarées pénalement irresponsables qui croupissent dans les prisons tunisiennes. Pourtant, elles disposent d'une ordonnance judiciaire d'élargissement afin qu'elles puissent suivre un traitement ! La plupart d'entre ces malheureux, maintenus en détention, sont sans médicaments et subissent de mauvais traitements. Ils subissent deux grands maux : la maladie et la détention arbitraire.

Cette situation ramène l'humanité à une époque où les droits de l'Homme n'avaient aucun sens. Elle nous renvoie à l'état où la responsabilité pénale était opposable aux défaillants mentaux, aux mineurs, voire même appliquée aux animaux et aux objets auxquels on appliquait des sanctions !

Permettez-moi, Messieurs, de nous déporter hors de cet hémicycle sis à quelques encablures des côtes de l'océan Atlantique pour naviguer un peu loin, là-bas, aux rives de la Méditerranée. Là-bas, en Tunisie, vous trouverez des prisons et des hôpitaux surpeuplés. Vous y trouverez des détenus, malades psychologiques, arbitrairement détenus (!) malgré les décisions

de la justice de les placer dans des hôpitaux. Et cette justice même se tait face à l'offense faite à ses décisions (II). Enfin, je vous entretiendrai des démarches et tractations que de vaillants avocats mènent pour faire entendre la voix de la justice et de la raison, celle du respect des droits de l'Homme (III).

- I. La détention arbitraire, mauvais traitements infligés aux patients et leur soumission à la torture de par leur présence dans un lieu autre que leur lieu naturel

Ils sont comme des oiseaux plongés dans une poêle remplie d'huile. Ils ne peuvent voler pour se sauver ; ils ne meurent pas et trouver ainsi repose. Ils ne sont pas en détention préventive, ni condamnés pour purger une peine. Ils sont plutôt dans une situation que la conscience ne peut comprendre et que l'humanité ne peut accepter.

1. Détention arbitraire

Les instruments internationaux des droits de l'Homme ont entouré le droit à la liberté individuelle de garanties obligatoires. Selon l'un des articles de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques renchérit, dans l'une de ses dispositions que nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement, et nul ne peut être privé de sa liberté, sauf pour les motifs prévus par la loi et conformément aux procédures qui y sont établies. Et selon la classification du groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, toute détention sans base légale équivaut à une privation de la liberté. Et toute détention résultant de l'exercice légitime de droits spécifiques reconnus en vertu des conventions internationales des droits de l'homme, ainsi que toute violation des normes relatives à un procès équitable sont toutes si graves qu'elles confèrent à la privation de liberté un caractère arbitraire.

Conformément aux conventions internationales, la non-exécution par le directeur de la prison d'une décision de justice rendue, sous prétexte d'un manque de places dans l'hôpital psychiatrique, lui fait encourir une sanction pénale découlant de sa responsabilité personnelle. C'est ce qui s'applique dans le cas du maintien en détention de M. Elias sans justification légale, ni autorisation judiciaire.

2. Mauvais traitements et torture

Elias et ceux qui sont dans sa situation souffrent d'abus répétés de la part de détenus qui ne comprennent pas leur état de santé. Leurs familles affirment que lorsqu'elles leur rendent visite en prison, elles les trouvent toujours dans un état déplorable. Dans ces cachots, existe la criante absence de soins, la fréquence de mauvais traitements, etc. Ceci est tout à fait compréhensible, étant donné que le personnel pénitentiaire n'est pas qualifié pour faire face à la condition particulière de ce groupe vulnérable. Par conséquent, en cas de conflit dans la cellule, le patient atteint de déficit est directement ciblé et subit le courroux des autres. Ils sont aussi victimes de délations et de dénonciations calomnieuses auprès des gardes pénitentiaires par leurs codétenus. Les géôliers, se substituant à l'autorité du juge infligent à la victime des formes inouïes d'abus et de torture. Ainsi, tient-on un détenu défaillant mental responsable d'actes pour lesquels on le maltraite, sans lui donner la moindre occasion de se défendre ou ni même de s'expliquer !

Les ministères de la Justice, des Affaires sociales et de la Santé ont été informés par écrit de cette lamentable situation. Le juge de l'exécution des peines du Tribunal de première instance de la Manouba a été également avisé en octobre 2020. Jusque-là, l'administration continue à narguer les familles des détenus sous prétexte du manque de lieux d'hébergement à l'hôpital.

Et survint l'abject...

Le 15 avril 2021, j'ai reçu un appel téléphonique d'une personne du nom de Sami Al-Rayes, appelant du numéro de téléphone portable il me confie qu'il a quitté la prison civile de Mornaguia, le 14 avril 2021. Il confirme y avoir rencontré Elias Al-Obaidi qu'il avait laissé dans un état misérable. Selon lui, les agents pénitentiaires ont pris l'habitude de le soumettre à un traitement cruel. Il dit même avoir été pris de nausées lorsqu'il a vu un os blanc apparaître des poignets d'Elias du fait des menottes fortement serrées par les géôliers pour lui faire mal.

Le témoin a également déclaré avoir vu, à plusieurs reprises, le plaignant extrait de sa cellule, de nuit, sous escorte des gardiens. Un soir, dit-il, il fût battu par des fils en caoutchouc « Bargatar », sous ma fenêtre jusqu'à évanouissement. Il a été battu sur toutes les parties de son corps, avant

d'être traîné, évanoui, nu et inconscient jusqu'à sa cellule.

Ainsi donc, M. Elias Al-Obaidi subit de diverses et sévères formes d'abus physiques et psychologiques dans la prison où il ne devait même pas être. Le même témoin a déclaré que si Elias restait encore dans cet endroit, il pourrait tout simplement mourir du fait des violences. D'ailleurs, ajoute-t-il, les traces et stigmates de violences étaient clairement visibles sur son corps.

La prison, en tant qu'institution punitive, n'a pas vocation d'héberger des patients psychiatriques afin d'en débarrasser la société ou de les liquider physiquement. Et l'obligation d'assurer l'accès des concernés au droit de la santé est un devoir de l'Etat, conformément à la Constitution.

Vu qu'il n'est pas raisonnable, ni juste et inéquitable, qu'une personne soit maintenue en détention illégale malgré l'existence d'une décision judiciaire opposable ;

Et puisque les crimes commis par certains agents pénitentiaires contre le prisonnier Elias Al-Obaidi relèvent du droit pénal, une plainte a été déposée à ce sujet il y a un an. Elle est restée sans suite. Pire, les autorités judiciaires n'ont pris aucune mesure aux fins d'ouvrir une information judiciaire concernant des allégations de torture et de mauvais traitements.

II. Quand la justice s'accommode de la violation de ses décisions

Le Calife Omar Ibn Al-Khattab avait réitéré au juge Abou Muussa Al-Ash'ari qu'il venait de désigner cadi à Koufa, l'obligation d'instaurer la justice. Il ajouta : « Il ne sert à rien de parler d'un droit qui ne peut être recouvert ». Un réalisme qui garantit le droit de jouir des attributs que donne le droit. Et l'exécution des décisions de la justice est l'un des fondements les plus importants d'un État de droit. C'est la seule garantie pour préserver la sécurité juridique des justiciables. Et c'est aussi le signe du respect effectif des décisions de l'autorité judiciaire. Le droit à un procès équitable repose sur deux piliers intrinsèques : le droit à ester en justice et celui de voir s'exécuter les décisions de justice.

L'obligation d'exécuter les peines en Tunisie a connu une importante poussée dès 2014, lorsqu'elle a été protégée par la Constitution. Celle-ci dispose, à son article 111 que : « Les peines sont prononcées au nom du peuple et exécutées au nom du Président de la République. Il est défendu

de s'abstenir de les appliquer sans fondement juridique ».

Puisque les décisions rendues pour l'hébergement des patients psychiatriques sont fondées sur la validité de l'autorité de la chose jugée et que l'administration refuse d'exécuter les décisions judiciaires définitives, invoquant des prétextes fallacieux, les avocats doivent donc d'élever le ton. Ils doivent crier haut et fort pour arracher des concessions. Le droit ne se donne pas, il s'arrache !

Dans l'administration de la justice, l'avocat ne doit pas se contenter de présenter une bonne et honnête plaidoirie afin que son client puisse seulement bénéficier d'un procès équitable. Au-delà, il doit s'assurer que les décisions prononcées sont appliquées. Sans cela, il apparaîtra comme un lion édenté ou comme un mirage qui, vu de loin, ressemble à l'eau pour un assoiffé dans le désert !

Elias et ceux qui sont dans un état de santé et de liberté similaire ont atteint le comble de souffrance. J'ai été choqué, en tant qu'avocat, par les déclarations d'un des détenus récemment libérés qui m'a contacté. Il m'a dit que mon frère et mon mandant, le patient qui est en prison, a été soumis à diverses formes d'abus et de torture. Il m'a également dit qu'il avait été soumis à divers types de mauvais traitements. Soit de la part des autres prisonniers ou des fréquentes agressions violentes et brutales de certains agents pénitentiaires. Ces derniers, le sortent de sa cellule la nuit, le déshabillent, le suspendent par les poignets, puis le frappent sur différentes parties de son corps. Ils n'entendent pas ses cris, ni ses appels au pardon. Ils la battent jusqu'à l'évanouissement et le ramènent nu pour le jeter dans la pièce. Face à ses cruautés, la défense a décidé de s'engager dans une forme de lutte désespérée, les recours juridiques n'ayant produit aucun résultat.

J'ai vu des responsables administratifs déplacer le banc pour laver les morts et ne pas bouger leurs roseaux. J'ai entendu des juges déplorer, souffrir, s'indigner et condamner ce qui est arrivé à Elias et au reste des patients, mais ils sont incapables de tenir tête face aux violations graves des droits de ces pauvres suppliciés. Aujourd'hui, il ne reste plus pour Elias et ceux qui sont dans sa situation que l'avocat pour défendre leurs droits d'êtres humains, leur droit à la justice et à la dignité humaine. Alors la corporation des juristes s'est levée pour porter leur combat, en droite ligne

avec ses traditions et son rôle dans les sociétés.

III. Poursuites contre les avocats qui ont fait sortir la voix de ces patients de la cellule au grand jour

Les garanties du droit à un procès équitable en droit international sont régulées et garanties dans toutes les phases de justice : de l'enquête jusqu'au jugement et, au-delà, jusqu'à l'exécution de la peine.

Cependant, le très arriéré code de procédure pénale de notre pays, qui peine à se conformer aux exigences des conventions internationales, met fin à la voie d'un procès équitable dès que le verdict est prononcé et se détache dès que l'exécution de la peine commence. Ainsi, le détenu est totalement isolé du monde extérieur et n'est autorisé à consulter un avocat que sous autorisation de l'administration en charge des prisons. Et cela rétrécit les conditions d'attribution d'une autorisation de visite.

Mon confrère, l'avocat Me Mahdi Zagrouba, a obtenu l'autorisation de rendre visite à Elias. J'ai donc décidé de l'accompagner en prison pour rendre visite à l'un des détenus qu'il représentait dans une affaire de droit public.

Le professeur Mahdi est sorti de la visite et m'a dit littéralement : « Elias est une épave d'être humain ou un fantôme humain. » Il l'a trouvé dans un état pitoyable avec des traces de violence et de bleu sur le visage.

C'est en ce moment que j'ai décidé, avec un groupe d'avocats, d'organiser sit-in dans les locaux de la Bibliothèque des Avocats de la Prison Civile de Mornaguia où nous y avons passé la nuit. Notre objectif était d'attirer l'attention des officiels et des instances publiques sur cette catastrophe humanitaire.

L'Ordre des Avocats est intervenu en médiation et a organisé une visite aux détenus en prison le 27 avril 2021. Les sections régionales des avocats, l'Association des Jeunes Avocats et certaines composantes de la société civile ont publié des déclarations condamnant cette grave violation. L'association de défense des droits de l'Homme a visité la prison pour voir la situation des détenus. Le juge d'instruction s'est rendu sur place pour voir les détenus malades. Des parlementaires sont intervenus directement sous la coupole du Parlement pour interroger les ministres de la Santé et de la Justice sur le cas de ces détenus.

Après avoir reçu la promesse de l'autorité représentée par le ministère de la Justice de trouver une solution à cette situation humanitaire, le sit-in des avocats a été levé. Malheureusement, à ce jour, la situation est toujours la même.

Rien n'a changé et la situation des détenus reste la même, malgré l'intervention du Bâtonnier, qui a rencontré, le 06-05-2021, au nom de l'Ordre national des avocats, la Ministre de la Justice par intérim. Cette dernière s'est contentée de « justifier la détention par le fait que le pouvoir judiciaire en avait connaissance », sans engagement concret de sa part d'y mettre fin !

Par conséquent, le pouvoir judiciaire, représenté par son Conseil suprême, et par les structures des magistrats et les juges des peines, portent l'intégralité de la responsabilité dans ce déséquilibre ; étant donné que la non-exécution des décisions de placement est considérée comme une ingérence dans le pouvoir judiciaire et une atteinte à son indépendance, à laquelle ils auraient dû faire face.

Le pouvoir judiciaire est une autorité chargée de l'administration de la justice, conformément à la Constitution. Et c'est un devoir qui incombe à tous les juges, ceux du ministère public compris. Il n'est pas juste et équitable de maintenir les pauvres, les désespérés et ceux qui sont comme Elias dans le même statut injuste depuis deux ans, en prison et sans motif. Ceci est d'autant grave qu'ils sont aussi privés de médicaments, exposés à des mauvais traitements, ce que condamnent toutes les normes judiciaires, car contraires aux règles de justice et d'équité.

En tant qu'avocat, j'ai déployé mon énergie et mes efforts en écrivant à toutes les autorités compétentes, du Procureur de la République et du Procureur général au ministère de la Justice, au Conseil supérieur de la magistrature et au juge de l'exécution des peines. Désespéré et dépit, car ne voyant aucune évolution dans le cas de mon frère, j'ai décidé, avec deux autres collègues, d'observer un sit in dans la bibliothèque des avocats de la Prison Civile de Mornaguia. Nous y avons passé un jour et une nuit, pour attirer l'attention des fonctionnaires sur la situation de mon frère, qui demeure illégalement emprisonné, jusqu'à la date d'écriture de ces lignes.

L'administration pénitentiaire s'est chargée de porter plainte auprès du ministère public contre les avocats qui ont manifesté à l'intérieur de la bibliothèque des avocats de la prison. Le dossier a été transmis au procureur général pour envisager d'ouvrir une enquête pour poursuivre ces avocats.

Malgré tout ce pessimisme, j'ai été témoin, dans la prison, de la sympathie des agents pénitentiaires avec ce dossier humanitaire et leur dénonciation de la poursuite de la détention. Ils m'ont même adressé leurs encouragements, compte tenu du fardeau que constituent pour eux ces patients, étant donné que leur place naturelle est à l'hôpital pour recevoir les soins et non la cellule de prison. En plus, ils ne sont pas qualifiés pour s'occuper des personnes dans leur situation.

Messieurs, je reviens vers vous, directement des hôpitaux de la Tunisie, de ses prisons et de son palais de justice construit qu'on imagine ici, pour vous réitérer que je me bats, avec mes camarades, pour la situation de mon frère et celle d'autres Tunisiens qui sont dans la même situation que lui. J'userai de tous les moyens légaux disponibles à l'intérieur et à l'extérieur de la Tunisie pour voir le droit triompher.

Combien ai-je j'espéré d'être sélectionné à ce concours afin de pouvoir plaider la cause de mon frère, car charité bien ordonnée commence par soi. À quoi serviraient mes joutes d'avocat si elles ne peuvent pas servir, entre autres, à faire rétablir la justice pour mon frère ?

Et, en guise de demandes, je vous prie de considérer cette question comme une question humanitaire dont le dossier n'est pas encore clos, vu la continuité de la grave infraction. Je vous invite, par la même occasion, à lutter avec moi et avec tous les défenseurs des droits humains du monde pour mettre fin à ce genre de violations graves des droits de l'Homme.

Salutations !

Me Adnene ABIDI
Barreau de Tunis, Tunisie

القضاء واعتداء على استقلاليته كان عليهم التصدي له.

ان القضاء سلطة مكلفة باقامة العدل طبق الدستور و هو واجب يشمل قضاة النيابة العمومية وانه ليس من العدل و الانصاف ابقاء المسكين الياس ومن هم في مثل حالته طوال سنتين في السجن دون موجب فضلا عن حرمانهم من الدواء و تعرضهم لسوء المعاملة وهو ما يأباه القانون والشرائع السماوية والعدل و الإنصاف.

لقد بذلت كمحام كل طاقتي و مجهودي قانونيا بمكاتبة كل الجهات ذات العلاقة من وكيل الجمهورية و الوكيل العام الى وزارة العدل و المجلس الاعلي للقضاء و قاضي تنفيذ العقوبات و ما من مجيب ولقد بلغ بي القنوط من تنفيذ احكام القضاء الى اللجوء للحلول اليائسة فاعتصمت رفقة زميلين من المحامين بمكتبة المحامين بالسجن المدني بالمرناقية يوما و ليلة للفت أنظار المسؤولين لوضعية شقيقي المودع بالسجن إلى تاريخ كتابة هاته الأسطر دون وجه قانوني.

لقد تولت إدارة السجن التشكي للنيابة العمومية بالمحامين الذين اعتصموا داخل مكتبة المحامين بالسجن و احيل الملف الى الوكيل العام للنظر في فتح بحث تحقيقي لملاحقة المحامين

في كل هذه السلبية عاينت بالسجن تعاطف الأعوان و الضباط مع هذا الملف الانساني و استنكارهم مواصلة الاحتجاز بل و تشجيعهم لي باعتبار العبء الذي يشكله المرضى عليهم باعتبار ان مكانهم الطبيعي هو المستشفى لتلقي العلاج و ليس زنزانة السجن كما انهم غير مؤهلين للتعامل مع من هم في وضعيتهم.

ايها السادة أعود بكم و مستشفيات تونس و سجونها و قصر عدالتها المشيد الى هنا لأصرح لحضراتكم اني أناضل مع رفاقي من اجل وضعية شقيقي و بقية التونسيين الذين هم في مثل وضعيته بكل الوسائل المتاحة و بكل الطرق داخل تونس و خارجها .

كم رجوت ان يتم استدعائي لهذه المسابقة في المرافعات حتي انشر قضية اخي فان فاقد الشيء ال يعطيه ولن اكون جديرا بالمرافعة وفارسها ان لم اكسب قضيتي.

وانتهي لأقدم في خاتمة مرافعتي الطلبات

فاطلب من من جنابكم اعتبار هاته القضية قضية إنسانية لم يغلق ملفها بعد باعتبار تواصل الخرق الجسيم و ادعوكم للنضال معي و مع كل حقوقي العالم لوضع حد لهذا الانتهاك الجسيم.

و السلام

المحاميعَدْنَانُ العُبَيْدِي

فانتفضت لأجلهم المحاماة وفاء لتقاليدها و دورها في المجتمعات.

المحور الثالث : ملاحقة المحامين الذين اخرجوا اصوات اولائك المرضى من الزنزانة الى العلن امام القضاء

ان ضمانات المحاكمة المنصفة او المحاكمة العادلة في القانون الدولي تتواصل من اطوار التتبع و التحقيق الى طور الحكم لتواصل منه الى مرحلة تنفيذ العقوبة

غير ان قانون الإجراءات الجزائية المتخلف في بلادنا و الذي لم يواكب بعد مقتضيات الاتفاقيات الدولية يجعل من طريق المحاكمة العادلة ينتهي خطه بمجرد النطق بالحكم و بمجرد بدأ تنفيذ العقاب يعزل المتقاضى السجين عن العالم الخارجي كليا ولا يسمح له بزيارة محام الا بموجب ترخيص من الإدارة المكلفة بالسجون و التي تضيق في شروط اسناد الترخيص

تحصل زميلي المحامي الاستاذ مهدي زقروبة على اذن لزيارة الياس فقررت مرافقته للسجن لزيارة احد المساجين الذين انوبهم في قضية حق عام

خرج الاستاذ مهدي من الزيارة وقال لي حرفيا «الياس حطام انسان او هو بقايا انسان» لقد وجده في حالة رثة به اثار عنف و زرقة في وجهه

في تلك اللحظة قررت مع مجموعة من المحامين الدخول في اعتصام بمكتبة المحامين بالسجن المدني بالمرناقية للفت انظار المسؤولين و الهيئات الرسمية الى هذه الكارثة الانسانية و قضينا الليل هناك

تدخلت هيئة المحامين للوساطة و نظمت زيارة للزملاء المعتصمين بالسجن يوم 27 افريل 2021 واصدرت فروع المحامين الجهوية و جمعية المحامين الشبان وبعض مكونات المجتمع المدني بيانات منددة بهذا الانتهاك الخطير كما زار ممثلون عن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الانسان السجن للاطلاع على وضعية المحتجزين و تنقل قاضي تنفيذ العقوبات لمعاينة حالة المرضى المحتجزين كما تدخل نواب البرلمان مباشرة تحت قبة البرلمان لمساءلة وزير الصحة و العدل حول هذه القضية و بعد تلقي وعد من السلطة ممثلة في وزارة العدل بإيجاد حل لهاته الوضعية الإنسانية تم رفع اعتصام المحامين و للأسف إلى اليوم لا زالت الحالة على ما هي عليه .

ان شيئا لم يتغير وأن وضعية المحتجزين لا زالت كما هي رغم تدخل العميد الذي التقى بتاريخ 06-05-2021 بمعية وفد من الهيئة الوطنية للمحامين وزيرة العدل بالنيابة والتي اكتفت "بتبرير الاحتجاز بكون القضاء على علم به دون تعهد من جانبها جدي بإنهائه".

بالتالي فان القضاء ممثلا بمجلسه الأعلى وبهيكل القضاء وقضاة تنفيذ العقوبات يتحمل الوزر الأكبر في الخلل الحاصل اعتبارا لكون عدم تنفيذ قرارات الإيواء يعدّ تدخلا في

بخصوص شبهات التعذيب و سوء المعاملة .

المحور الثاني : صمت قصور العدالة المطبق مع الخرق الجسيم.

أوصى «عمر ابن الخطاب» القاضي «ابا موسى الاشعري» لما ولاه القضاء بالكوفة بإقامة العدل فكتب له حرفيا «انه لا يجوز التكلم بحق لا نفاذ له» «وان دولة القانون والعدل هي التي لا تقف عند إقرار الحق نطقا به وإنما تتعداه إلى ترتيب النتائج والآثار الواقعية الكفيلة بردّ الحق لصاحبه فعلا وان مسالة تنفيذ الأحكام من أهم مرتكزات دولة الحق والقانون والتي بها يتأكد الأمان القانوني للمتقاضين واحترام حجية أحكام السلطة القضائية فالمحاكمة العادلة تركز على ثنائية متلازمة وهي الحق في التقاضي من جهة والحق في تنفيذ الأحكام القضائية من جهة أخرى.

وقد ارتقى واجب تنفيذ الأحكام في تونس بعد سنة 4102 إلى منزلة دستورية، فقد اقتضت أحكام الفصل 111 من الدستور و جاء فيها انه : «تصدر الأحكام باسم الشعب و تنفذ باسم رئيس الجمهورية و يحجر الامتناع عن تنفيذها او تعطيل تنفيذها دون موجب قانوني».

وحيث ان الاحكام الصادرة بايواء المرضى النفسانيين محرزة على حجية الأمر المقضي به غير ان الإدارة ترفض تنفيذ القرارات القضائية الباتة دون أي حجة او نص يخولها ذلك متعللة بتعلاات واهية فوجب حينئذ على المحامين ان يعلوا ضجيجهم و يملؤوا الارعاء صخباً فالحق لا يعطي لمن يسكت عنه فالمحامي كشرىك في إقامة العدل لا يجب عليه الاكتفاء بتقديم دفاع جيد و أمين للمتقاضي و الدفاع عن حقه في محاكمة عادلة انما يجب ان يحرص على ان تنفذ تلك الاحكام حتي لا تبقي مثل الأسد دون مخابل او كالسراب ببقية يحسبه الظمان ماء حتي اذا جاءه لم يجده شيئا .

لقد بلغ اهدار حق السيد الياس و من هم في مثل حالته في الصحة و الحرية مداه الاقصى فقد صدمت كمحام من تصريحات احد نزلاء السجن المسرحين حديثا الذي تواصل معي واخبرني بتعرض شقيقي و منوبي المريض المودع بالسجن الى شتي انواع التنكيل و التعذيب كما صرح لي انه عاين تعرضه الى شتي انواع سوء المعاملة سواء من بقية المساجين و الاعتداء عليه بالعنف الشديد وبطريقة وحشية من بعض أعوان السجن ليلا و الذين يجردونه من ملابسه و يعلقونه من معصميه ثم ينهالون عليه بالضرب على اماكن متفرقة من جسده النحيل الى ان يغمى عليه وهو يستصرخهم و يترجاهم الى ان يغمي عليه اين يلقي به عاريا في الغرفة فقرّر الدفاع خوض شكل يائس من النضال اذ عقلت سبل الانتصاف القانونية ان تأتي بنتيجة.

لقد رأيت مسؤولين اداريين تتحرك دكة غسل الموتى ولا تتحرك لهم قضية و سمعت قضاة يتحسرون و يتألمون و يسخطون و ينددون لما اصاب الياس و بقية المرضى لكنهم يعجزون ان يتصدوا للخرق الجسيم و لم تبقي لالياس و من هم في مثل وضعه الا المحاماة لتدود عن حقهم و حقوق الإنسان في العدل و الكرامة الإنسانية

بالكم اذ لم يعد ينطق وهذا غالبا يعود الى تأزم حالته النفسية و عدم تلقيه العلاج طيلة مدة اقامته بالسجن و سوء معاملته باعتبار ان اعوان السجن غير مؤهلين للتعامل مع حالة هاته الفئة الهشة و ينتج عن ذلك انه في صورة نشوب اي خلاف بالزنزانة فانه يقع تحميل مسؤوليته مباشرة للمريض الذي يقوم احد المساجين بالشواية باطلا به الى اعوان السجن فينتصبون قضاة داخل السجن ليقعوا بالمجني عليه اشد انواع التنكيل و التعذيب اذ يتم تحميله المسؤولية دون تلقي دفاعه او منحه فرصة لدرأ التهمة عنه.

تم اعلام وزارة العدل و الشؤون الاجتماعية و الصحة بمكاتيب كما تم اعلام قاضي تنفيذ العقوبات بالمحكمة الابتدائية بمنوبة خلال شهر اكتوبر 2020 ولكن واصلت الادارة مماطلة اهالي المحتجزين بتعلة عدم وجود اماكن للايواء بالمستشفى.

الى ان وقع المحضور

بتاريخ 15-04-2021 تلقيت اتصالا هاتفيا من شخص يدعى «سامي الرايس» من رقم هاتف جوال ... يعلم من خلال مكاملة هاتفية انه غادر السجن المدني بالمرناقية بتاريخ 14-04-2021 وانه التقي هناك «الياس العبيدي» وان في حالة مزرية اذ يتولى اعوان السجن وضع اصفاد في يديه و يتم احكام اغلاقها على معصم يديه عن قصد لدرجة انه راء عظام معصم يديه بارزة و هو ما جعله يتقيئ .

كما افاد الشاهد انه يتم اصطحاب الشاكي في عدة مناسبات اثناء الليل و يعتمد اعوان الحراسة ذلك في ذلك الوقت بالذات لعدم وجود الاطارات و ينهالون عليه بالضرب المبرح بمناطق مختلفة من جسده و قد رأيت من شباك غرفة إقامتي بالسجن يتم ضربه بقوة بواسطة كاوتشو سميك المعبر عنه بـ «بارقاتار» بعد جره الى اللارية مجردا من ملابسه الى ان يغمي عليه

يتعرض السيد «الياس العبيدي» الى أقسى أشكال الاعتداء البدني و النفسي و قد صرح الشاهد انه اذا بقي على هذه الحالة فانه يمكن ان يتوفي تحت العنف وان اثار العنف عاقلة بجسده.

ان السجن كمؤسسة عقابية لم يجعل لايواء المرضى النفسانيين لتخليص المجتمع منهم و تصفيتهم جسديا خاصة و قد اصدر القضاء قراره بحفظ التهمة وان الدولة ملزمة بتوفير العلاج تكريسا للحق الكوني والدستوري في الصحة.

وحيث لا يعقل منطقاً و عدلاً و انصافاً ان يتواصل ايقاف شخص دون موجب رغم حصوله على قرار قضائي بات بالحفظ.

وحيث ان ما يرتكبه بعض اعوان السجن من اجرام في حق المودع بالسجن الياس العبيدي يدخل تحت طائلة القانون الجزائي وقد تم تقديم شكاية في ذلك منذ حوالي سنة ولم تراوح مكانها ولم تتخذ السلطات القضائية اية اجراءات في سبيل تتبع او فتح بحث قضائي

تلقى فيها المسؤولية الجنائية على المجانين و القصر و الحيوانات وحتى الجماد كان يعاقب فيها.

اسمحوا لي ايها السادة ان نشد الرحال من تحت قبة هاته القاعة على المحيط الاطلسي و ان نبحر الى هناك على شواطئ البحر الأبيض المتوسط حيث سجون تونس ومستشفياتها المكتظة لنلقي نظرة على وضعية المرضى النفسانيين المحتجزين تعسفيا في غير مكانهم الطبيعي خلف جدران الزنازين (محور اول) و نخرج على قصور العدالة الصامتة إزاء عدم تنفيذ الأحكام و القرارات الصادرة عنها (محور ثاني) لنختم المرافعة بضجيج المحامين وصيحاتهم للذود عن حق الإنسان (محور ثالث).

المحور الأول : الاحتجاز التعسفي بالسجون وإساءة معاملة المرضى و تعريضهم للتعذيب نتيجة وجودهم في غير مكانهم الطبيعي.

انهم كعصافير حية في مقلاة من زيت لا هم يطيطرون فينجون ولا هم يموتون فيستريحون فلا هم محبوسون احتياطيا ولا هم بالسجناء تنفيذا لعقاب انهم في وضعية لا يمكن للعقل البشري ان يستوعبها ولا يمكن للانسانية ان ترضى بها.

1- الاحتجاز التعسفي

أحاطت المواثيق الدولية لحقوق الانسان الحق في الحرية الشخصية بضمانات واجبة الالتزام، حيث أكد الإعلان العالمي لحقوق الانسان في المادة على عدم جواز اعتقال أي إنسان أو حجزه أو نفيه تعسفياً، وأكد العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية في المادة على أنه لا يجوز توقيف أحد أو اعتقاله تعسفياً، ولا يجوز حرمان أحد من حريته إلا لأسباب ينص عليها القانون وطبقاً للإجراءات المقررة فيه، ووفقاً لتصنيف الفريق العامل للأمم المتحدة المعني بمسألة الاحتجاز التعسفي فإن أي احتجاز دون سند قانوني يبرر الحرمان من الحرية، وأي احتجاز ناتج عن ممارسة حقوق محددة بموجب الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان، وأي انتهاك للمعايير المتصلة بالمحاكمة العادلة، جميعها من الخطورة بحيث تضي على الحرمان من الحرية طابعاً تعسفياً.

طبق الاتفاقيات الدولية فان عدم تنفيذ مدير السجن القرار القضائي الصادر عن قاضي التحقيق متعللاً بعدم وجود أماكن شاغرة بمستشفى الأمراض العقلية و تواصل حجز حرية السيد الياس دون موجب قانوني او إذن قضائي لا يعفيه من تحمل المسؤولية الجزائية عن فعله بصفة شخصية .

2- إساءة المعاملة و التعرض للتعذيب

يعاني الياس و من هم في مثل وضعه من الإساءة المتكررة من المساجين الذين لا يتفهمون حالتهم المرضية اذ يؤكد ذويهم انهم عند زيارتهم لابناءهم بالسجن فانهم يجدونهم في حالة يرثي لها وقد صرحت والدة الياس ابان زيارته السنة الفارطة انه اصيب

« لصمت المُطَبَّع مع الخرق الجسيم بدل تنفيذ حكم القضاء و توفير سرير للإيواء و ملاحقة المسؤولين لاحقت الدولة المحامين » المحاميدَنَانُ العُبَيْدِي

أصيب الياس وهو شاب تونسي من مواليد ماي 1984 بمرض نفسي جراء البطالة وانسداد أفق التشغيل وأصبح يتردد على مشفى الأمراض النفسية منذ سنة 2009 ويخضع للمتابعة النفسية وللأسف فان حالة الياس المرضية تسببت في وقوع جريمة حق عام (اعتداء بالعنف) .

قرر قاضي التحقيق الثالث بالمحكمة الابتدائية بين عروس عرض المعني على الطبيب الشرعي الذي اثبت الحالة المرضية الموجبة لعدم تحمل المسؤولية الجزائية فاصدر قرار ختم البحث في القضية قاضيا بالحفظ لانعدام المسؤولية الجزائية و الإذن بإيواء المعني وجوبا بمستشفى الرازي للأمراض النفسية. و لم يقع اي طعن في هذا القرار فصارت مقتضياته باتة و نهائية واجبة التنفيذ.

مواطن تونسي آخر مقيم بالخارج قابع بسجن وطنه تونس منذ 2019/10/16 دون وجه حق ! انه المواطن «عبد المالك حمزة» و الذي يعاني من أمراض عقلية تستقر حالته عند تناوله للدوية !

«عبد المالك حمزة» قام بالاعتداء بالعنف على جاره دون ان يكون واعيا او مسؤولا على افعاله فتم ايداعه بالسجن المدني بمدينة بنزرت و رغم اسقاط المتضرر لحقه في التتبع و بعد عرض عبد المالك على الطبيب الذي اقر بعدم تحميله للمسؤولية الجزائية قرر قاضي التحقيق حفظ القضية لانتفاء المسؤولية الجزائية و قرر ايواءه وجوبا بمستشفى الرازي ! الا ان قرار قاضي التحقيق لم ينفذ منذ اكثر من سنتين الى اليوم .

قدمنا مطالب تظلم و شكاوى لكن دون جدوى ! لقد صرحت المكلفة بالسجن حرفيا بالهجة التونسية : «السجن هو الدار الكبيرة و اي شخص مايلقاش بلاصة البرا نخطوه بحدانا في الحبس».

من أمثال «الياس» و «حمزة» هناك حوالي 30 شخص منعدم المسؤولية الجزائية مقضي بشأنهم قضائيا بالخروج من السجن للعلاج ولكنهم لا يزالون يقبعون داخل السجون التونسية ! اغلبهم دون دواء و يعاملون معاملة سيئة انهم يجمعون بين مصيبي المرض و الاحتجاز التعسفي.

هذا باختصار عينة من وضع حقوق الإنسان حيث ترتد الإنسانية إلى عصور غابرة كانت

وأبيهم، علهم يعيدون إليهم جثمانه فيقيمون، في النهاية، حدادهم عليه.
أعضاء المحكمة الموقرة،
كما يقول دسمند توتو: «إذا بدوتم صامتين إزاء وضع ظالم، فذلك لأنكم اخترتم أن
تكونوا إلى جانب الظالم».
إننا نقول: لا!
مكافحة الإرهاب لا تبرر انتهاك الحقوق الأساسية للإنسان.
وإن دور كل محام يكمن في شجب كل ظلم من هذا القبيل.
آتساتو كامانو جُلْ فرانسوا

على مستوى قدمه ويده ومنكبه. ما يخول لنا، محقين، أن نعتقد أنه تعرض للتعذيب والمعاملات القاسية وغير الإنسانية من قبل القوى العسكرية على مدى اعتقاله. بهذه الأعمال انتهكت القوى العسكرية حرمة الإنسانية لوازيزي ونالوا من كرامته الجسدية والمعنوية المصونة من قبل الميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب (المواد 4، 5، و6) ومن قبل المعاهدة المناهضة للتعذيب وباقي العقوبات والمعاملات القاسية وغير الإنسانية والمهينة.

إن لم تكن حياة وازيزي تكتسي أية أهمية بالنسبة لجلاديه الذين عاملوه كحيوان، رغم أنه، حتى الحيوان له حقوقه. مبدأ حماية الحياة الإنسانية والمحافظة عليها، كما تنص عليه الاتفاقيات الدولية، لم يعد له أي معنى أو أهمية باسم مكافحة الإرهاب.

ولكي تنتشر على هذه الممارسات القذرة والهمجية التي عفا عليه الزمن، أكدت الحكومة الكاميرونية، بكل وقاحة، أن وازيزي كان على الدوام في اتصال بأقاربه خلال اعتقاله. وهو التصريح الزائف الذي فنده أخ الفقيه أمام عدسات الكاميرا على قناة «أكينوكس تي في»، مؤكدا أن أي من أفراد أسرة وازيزي، منذ 7 أغسطس 2019 (تاريخ تسلمه من قبل الجيش)، لم يحصل على خبر عما فعلوا به.

أعضاء المحكمة الموقرة،

نرجو منكم أن تسجلوا عنكم أن حالة وازيزي ليست حالة معزولة. فالعديد من الصحفيين، المنحدرين أساسا من المناطق الأنكلوفونية في الكاميرون، كانوا موضعاً للمضايقات والاعتقالات والتوقيف التعسفي والتعذيب جراء انتقادهم لتسيير الحكومة للأزمة القائمة.

لا يمكن لحرية الصحافة، التي تمثل رمز تكريس حرية التعبير في كل البلدان الديمقراطية، أن يتم تقويضها من أجل أي نوع من الكفاح سواء أكان ضد الإرهاب أو غيره. هذه الحرية هي دعامة كل ديمقراطية وهي مكرسة من قبل الدستور الكاميروني، والمعاهدة الدولية الخاصة بالحقوق المدنية والسياسية، والميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان، وغيرها من نصوص لا نريد الإطالة عليكم بذكرها.

السيدات والسادة،

من المحزن أن أقول لكم ان أسرة ومحامي وزملاء وازيزي، حضروا، يائسين، آخر جلسة للمحكمة يوم 9 يونيو بعد الإعلان عن موته، على أمل أن تأمر المحكمة، على الأقل، بإعادة جثة الصحفي إلى أهله. لكن المحكمة، للأسف، أعلنت أنها غير مختصة فتخلصت من هذه القضية التي تثقل كاهلها منذ نوفمبر 2019.

من ذلك الحين، ما تزال عائلة الفقيه تعيش في حالة اضطراب، لا يمكنها غير رفع أعينها الدامعة وأيديها المرتجفة إلى أعلى راجية أن تؤثر في قلوب جلادي ابنهم وأخيه

أن قائد لواء المشاة رقم 21 والمندوب الجهوي للأمن العام في الجنوب الغربي، الذين تم تقديمهما على أنهما سجانّي وازيزي، لم يحضرا أبداً.

في حين كان كل الكاميرونيين ينتظرون قرار المحكمة، سرت الشائعات بموت وازيزي. وحسب مصادر من أعلى الهرم العسكري، أكدت قناة «أكينوكس تي في» موت الصحفي يوم الثلاثاء 2 يونيو 2020، متأثراً بالإصابات التي تعرض لها خلال اعتقاله.

على إثر ضغط الطبقة السياسية وروابط الصحفيين، أصدرت الحكومة الكاميرونية، على لسان مسؤول قطاع الإعلام في وزارة الدفاع، بيانا قالت فيه: «... بعد تحقيقات طويلة بعيد اعتقال وازيز، أثبتت عناصر قوى الأمن أن هذا الأخير كان، في الحقيقة، متخصصا في المعدات اللوجستية للعديد من المجموعات الإرهابية (...). وفي يوم 7 أغسطس 2019، سلمت قوى الأمن المعني للواء المشاة رقم 21 للاستغلال العملياتي (...) ثم تم نقله إلى كتابة الدولة للدفاع يوم 13 أغسطس 2019، وبسبب تعرضه لحالة من الحمى نقل إلى المستشفى العسكري بالمنطقة الأولى في ياوندي لإجراء فحوص (...)، فتراجعت حالته الصحية يوما بعد يوم، حتى صباح السبت 71 أغسطس 2019 عندما لاحظ الأطباء أنه توفي بفعل تعفن الدم الحاد (...). وقد ظل وازيزي على اتصال دائم بأسرته، وحتى من فوق سريره بالمستشفى كان يتواصل مع أقاربه (...)».

السادة أعضاء المحكمة الموقرون،

الآن، لا شك أنكم تطرحون نفس الأسئلة التي تحدثنا نحن من قبيل: لماذا بعد 11 شهرا من موت وازيزي اختارت الحكومة الإعلان عن الخير؟ لماذا أخفت الأمر عن أسرته وعن محاميه؟ ماذا كان يريد الفقيه بين أيدي العسكر الذين لا يملكون أية صلاحيات في مجال التحقيق القضائي، إن لم يكن من أجل تعريضه للتعذيب؟

يتعلق الأمر هنا، بدون أدنى شك، بتفسير زائف لموت وازيزي. لقد قامت الحكومة الكاميرونية، بدعوى محاربة الإرهاب، بلي أعناق العديد من القوانين الوطنية والدولية على حد سواء، وذلك بدّوسها على كل المبادئ الأساسية لحماية حقوق الانسان.

في هذه القضية، تم توقيف واعتقال وازيزي بشكل تعسفي، ولم يمثل أبداً أمام محكمة للنظر في الاتهامات الموجهة له، وقد منع من الاتصال بمحاميه، ووُصف بالإرهابي، دون الأخذ في الحساب بقرينة البراءة. لقد حدث كل ذلك في انتهاك صارخ للنصوص الدولية، مثل الإعلان العالمي لحقوق الانسان (المواد 7، 8، 9، 10، 11) والمعاهدة الدولية الخاصة بالحقوق المدنية والسياسية (في المادتين 9 و14).

وقد لاحظت رابطة «مراسلون بلا حدود»، بعد تفحصها لصور وازيزي الملتقطة في ياوندي يوم 13 أغسطس 2019، أن الصحفي تعرض للعديد من الإصابات والالتهابات

« مكافحة الإرهاب تمنح كل الحقوق »

آنتاتو كامانو جلّ فرانسوا

«في غالبية البلدان، يتمتع المواطنون بحرية الكلام. لكنهم، في النظام الديمقراطي، يتمتعون أيضا بالحرية بعد الكلام». هكذا يقول الصحفي الفرنسي آندي غيلوا. هذا التصريح ذو مغزى لأنه يحملنا إلى التفكير العميق حول واحد من الحقوق الأساسية التي تضمنها وتحميها مختلف المواثيق الدولية: إنه حرية التعبير.

العديد من الدول التي تزعم أنها ديمقراطية كانت عضوا في الكثير من المواثيق التي تضمن لكل شخص احترام حقه الأساسي في حرية التعبير. لكن عندما يمارس هؤلاء هذا الحق، هل سيستفيدون على الدوام من حرية التنقل جينة وذهابا؟

نحن الآن في الكاميرون، في بحر سنتي 2019 و2020. لقد وجد الشاب سامييل أبوا آجيكا إجابة على هذا الاستفهام. سامييل أبوا، الشهير بـ«سامييل وازيزي»، صحفي في قناة شيلين ميزيك. تم استدعاؤه يوم 2 أغسطس 2019 من قبل وكلاء مفوضية الأمن العام في الدائرة الثالثة من مدينة بيبا بحجة أنه متواطئ مع مجموعة إرهابية تنشط في الجزء الجنوبي الغربي والجنوبي الشرقي من الكاميرون.

الصحفي، الذي طالما صرخ ببراءته، قال لمحامييه إن اعتقاله مرتبط بانتقادات وجهها، عبر قناته، إلى السلطات الكاميرونية بخصوص تسيير الأزمة القائمة في الجانب الأنكلوفوني من البلاد. بعد خمسة أيام من استدعائه، أي يوم 7 أغسطس 2019، أخذ سامييل وازيزي من بين أيدي الشرطة من طرف قوة عسكرية من لواء المشاة رقم 21 في مدينة بيبا واقتادوه إلى جهة مجهولة. عندما علم محاموه بوضعه، قاموا، خوفا على حياته، بخطوات من أجل لقاء قائد اللواء المذكور بهدف الحصول على معلومات أوفر. فرد العساكر بأن المحامين والصحفيين يحرم عليهم دخول الحامية.

من ذلك الحين، سواء تعلق الأمر بالمحامين، أو بالمزلاء، أو بالأسرة، أو بالأقارب، لم يحصل أي أحد على خبر عن وازيزي.

المحامون، الذين يعتقدون أن وازيزي تعرض للتعذيب، قاموا بإجراءات مختلفة أمام محكمة العدل العليا في فاكو من بينها طلب مذكرة استجواب بتاريخ 13 نوفمبر 2019 بغية أن تقوم المحكمة بما يلزم لكي يعيد السجانون موكلهم، حيا أو ميتا، ليستعيد حريته أو يستفيد من مراسيم الجنازة. هذا الإجراء تمت إحالته 41 مرة آخرها بتاريخ يوم 13 مايو 2020.

إزاء هذا الحرمان من العدالة، نظم محامو وزملاء وازيزي اعتصاما أمام أبواب المحكمة بتاريخ 14 مايو 2020، تمخض عن برمجة جلسة يوم 28 مايو 2020. غير

كلمته هي الرصاصة التي تردع كل مجرم.

لا يسعني في نهاية مرافعتي سوى ان اترحم على زهرة شاه، وانا على يقين انها في رحاب الرحمان زهرة او فراشة تجوب الجنان، اين تعيش طفولتها التي حرمت منها على هذه الأرض الواسعة، وامنيتي ان تكون مرافعتي هذه قد حققت أثرها في عقولكم وضمائركم وقلوبكم.

الجزائر في 2021/09/27

بشور غانية

الطفل أو بنموه البدني، أو العقلي، أو الروحي، أو المعنوي، أو الاجتماعي.
وهنا يتعين معاقبة أولياء البنت زهرة قبل معاقبة المتهمين، ويجب إدانة الدولة الباكستانية على تجاهل هذه الظاهرة وعدم وضع آليات لحماية هؤلاء الأطفال من العمل.

ثالثا: حول تعذيب البنت زهرة شاه الذي أدى الى وفاتها:

نصت اتفاقية حقوق الطفل لسنة 1989 على مناهضة كل أنواع العنف والتعذيب ضد الأطفال، اذ تنص المادة 19 فقرة 1 منها:

تتخذ الدول الأطراف جميع التدابير التشريعية والإدارية والاجتماعية والتعليمية الملائمة لحماية الطفل من أفة أشكال العنف أو الضرر أو الإساءة البدنية أو العقلية والإهمال أو المعاملة المنطوية على إهمال، وإساءة المعاملة أو الاستغلال، بما في ذلك الإساءة الجنسية، وهو في رعاية الوالد (الوالدين) أو الوصي القانوني (الأوصياء القانونيين) عليه، أو أي شخص آخر يتعهد الطفل برعايته.

ان معظم الدول وضعت تشريعات خاصة بتجريم العنف ضد الأطفال، عملا بما جاء في اتفاقية حقوق الطفل، الا اننا لاحظنا ان الدول لم تضع اللآليات الملائمة لردع هذه الجرائم، فهي في تزايد مستمر رغم الترسانة القانونية المجرمة لها، وهذا ان دل على شيء انما يدل على كون العقوبات غير ردية ويتطلب الأمر مراجعتها بما يجعل المجرم يفكر الف مرة قبل ان تسؤل له نفسه ان يمارس أي نوع من أنواع العنف على أي طفل كان، مهما كان فقيرا او اميا او ريفيا او من أي جنسية كان.

لكل ما سبق عرضه:

اليوم في هذا المحفل الدولي العظيم، اهيب بكل الحاضرين ان يفتحوا أبواب قلوبهم على مصراعيها لسماع صرخة زهرة شاه من قبرها ، و صرخات ملايين الأطفال المدفونين في قبور تحت الأرض و قبور فوق الأرض ، و انني استجدي الضمان الصاحية و العقول النيرة التي تقابلني ، انكم حين تخرجون من هذه القاعة تكونون قد اصدرتكم حكمكم على كل بشري تخلى عن بشريته و لبس جلدة الحيوان المفترس لينقض على طفل بريئ باي نوع من أنواع العنف، ان تصدروا حكما على كل ولي امر ، اب او ام او كافل لطفل تخلى عن مسؤوليته ليرسل طفله الى اعمل لأي سبب كان ، ان تصدروا حكمكم على كل نظام حكومي تعمد او تهاون في جعل الأطفال يعيشون هكذا ظروف و هكذا مصير، ان تصدروا حكمكم على كل من فضل الصمت على الكلمة و هو يعلم ان

ه. العمل بنشاط على إنماء شبكة مدرسية على جميع المستويات، وإنشاء نظام منح واف بالغرض، ومواصلة تحسين الأوضاع المادية للعاملين في التدريس.

3. تتعهد الدول الأطراف في هذا العهد باحترام حرية الأباء، أو الأوصياء عند وجودهم، في اختيار مدارس لأولادهم غير المدارس الحكومية، شريطة تقيد المدارس المختارة بمعايير التعليم الدنيا التي قد تفرضها أو تقرها الدولة، وبتأمين تربية أولئك الأولاد دينيا وخلقيا وفقا لقناعاتهم الخاصة.

4. ليس في أي من أحكام هذه المادة ما يجوز تأويله على نحو يفيد مساسه بحرية الأفراد والهيئات في إنشاء وإدارة مؤسسات تعليمية، شريطة التقيد دائما بالمبادئ المنصوص عليها في الفقرة 1 من هذه المادة ورهنا بخضوع التعليم الذي توفره هذه المؤسسات لما قد تفرضه الدولة من معايير دنيا.

المادة 14 من العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية:

تتعهد كل دولة طرف في هذا العهد، لم تكن بعد وهي تصبح طرفا فيه قد تمكنت من كفالة إلزامية ومجانية التعليم الابتدائي في بلدها ذاته أو في أقاليم أخرى تحت ولايتها، بالقيام، في غضون سنتين، بوضع واعتماد خطة عمل مفصلة للتنفيذ الفعلي والتدريجي لمبدأ إلزامية التعليم ومجانيته للجميع، خلال عدد معقول من السنين يحدد في الخطة.

كما نصت عليه مختلف المواثيق الدولية في اتفاقية اليونسكو لمكافحة التمييز في التعليم عام 1960، وفي اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة عام 1981، وفي اتفاقية حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة في أوروبا عام 2006، فكيف تظطر عائلتها الى ارسالها للخدمة و هي دون السن القانونية للعمل من اجل ضمان تعليمها؟؟؟؟ هذا ان دل على شيء انما يدل على ضعف المنظومة القانونية الباكستانية في تكريس مجانية التعليم للأطفال في الطور الإبتدائي.

ثانيا: حول عمل البنت زهرة شاه وهي دون السن القانونية للعمل:

ان عمالة الأطفال تعتبر منبوذة و ممنوعة في معظم الدول الأطراف في منظمة الأمم المتحدة، و معظم الإتفاقيات الدولية تحت على عدم استغلال الأطفال في الوظائف خاصة منها التي تشكل خطورة عليهم، اذ تنص المادة 32 فقرة 1 من إتفاقية حقوق الطفل لسنة 1989:

تعترف الدول الأطراف بحق الطفل في حمايته من الاستغلال الاقتصادي ومن أداء أي عمل يرجح أن يكون خطيرا أو أن يمثل إعاقة لتعليم الطفل، أو أن يكون ضارا بصحة

دون السن القانونية للعمل:

ان التعليم حق من حقوق الإنسان الأساسية، وهو في الترتيب الرابع ضمن اهداف التنمية المستدامة المتفق عليها دوليا ضمن جدول اعمال سنة 2030.

ان قضية البنت زهرة شاه رفعت الغطاء عن الخروقات الصادمة لمبدأ مجانية التعليم المنصوص عليه بأحكام المواد:

المادة 28 من اتفاقية حقوق الطفل 1989:

01/ تعترف الدول الأطراف بحق الطفل في التعليم، وتحقيقا للإعمال الكامل لهذا الحق تدرجيا وعلى أساس تكافؤ الفرص، تقوم بوجه خاص بما يلي:

أ/ جعل التعليم الابتدائي إلزاميا ومتاحا مجانا للجميع،

المادة 26/ فقرة 1 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان:

لكلِّ شخص حقٌّ في التعليم. ويجب أن يُوفَّر التعليمُ مجَّانًا، على الأقل في مرحلتيه الابتدائية والأساسية. ويكون التعليمُ الابتدائيُّ إلزاميًا. ويكون التعليمُ الفُتَي والمهني متاحًا للعموم. ويكون التعليمُ العالي مُتاحًا للجميع تبعًا لكفاءتهم».

المادة 13 من العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية:

1. تقر الدول الأطراف في هذا العهد بحق كل فرد في التربية والتعليم. وهي متفقة على وجوب توجيه التربية والتعليم إلى الإنماء الكامل للشخصية الإنسانية والحس بكرامتها وإلى توطيد احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية. وهي متفقة كذلك على وجوب استهداف التربية والتعليم تمكين كل شخص من الإسهام بدور نافع في مجتمع حر، وتوثيق أواصر التفاهم والتسامح والصدقة بين جميع الأمم ومختلف الفئات السكانية أو الإثنية أو الدينية، ودعم الأنشطة التي تقوم بها الأمم المتحدة من أجل صيانة السلم.

2. وتقر الدول الأطراف في هذا العهد بأن ضمان الممارسة التامة لهذا الحق يتطلب:

أ. جعل التعليم الابتدائي إلزاميا وإتاحته مجانا للجميع،

ب. تعميم التعليم الثانوي بمختلف أنواعه، بما في ذلك التعليم الثانوي التقني والمهني، وجعله متاحا للجميع بكافة الوسائل المناسبة ولا سيما بالأخذ تدرجيا بمجانية التعليم،

ج. جعل التعليم العالي متاحا للجميع على قدم المساواة، تبعًا للكفاءة، بكافة الوسائل المناسبة ولا سيما بالأخذ تدرجيا بمجانية التعليم،

د. تشجيع التربية الأساسية أو تكثيفها، إلى أبعد مدى ممكن، من أجل الأشخاص الذين لم يتلقوا أو لم يستكملوا الدراسة الابتدائية،

قضيتنا اليوم ما هي الا حالة من ملايين الحالات التي وصلت الى مسامعكم وحالات أخرى لم تصل وتغشاها صمت دفين لأطفال حول العالم على وجه الكرة الأرضية تم استغلالهم وتعنيفهم وقتلهم بشكل من طرف وحوش مفترسة لا صلة لها بالبشرية.

انها قضية الفتاة البرينة زهرة شاه، من منطقة مظفر جاره جنوب البنجاب التي تقع على بعد 850 كم عن العاصمة اسلام اباد، عمرها لم يتجاوز الثماني 08 سنوات، طفلة خضعت لطموح الكبار مثلها مثل كل الأطفال وهو إتمام الدراسة. عهدا والديها الى الزوجين حسن صديق وزوجته ام كلثوم كخادمة لتقوم برعاية طفلها الصغير في منطقة راوالبيندي بالقرب من اسلام اباد.

الوقائع:

* حيث ان بتاريخ 2020/05/31 بمستشفى بيجوم اختار روخسانا التذكاري بالمدينة وصلت البنت زهرة الى قسم الإستعجالات اين تم معاينة اثار الضرب والجرح والتعذيب على كافة انحاء جسمها، وجهها ويديها ورجليها وحتى على مستوى أعضائها التناسلية، توفيت على إثرها باليوم الموالي من اثار الضرب والتعذيب.

* حيث بعد عملية البحث التحقيق عن الظروف المحيطة بالفتاة المغدورة، تبين ان حسن صديق الذي كانت زهرة شاه تعمل عنده، هو من احضرها الى المستشفى، وانه اختفى مباشرة بعد ذلك ليعود الى منزله.

* حيث ان ضابط الشرطة مختار احمد المحقق في القضية صرح ان الشرطة الباكستانية قامت بإعتقال الزوجين وانهما اعترفا بالجريمة، وان سبب قيامهما بتعذيب البنت هو عقابها على هروب مجموعة ببغاوات ثمينة من القفص اثناء قيامها بتنظيفه واطعام الببغاوات.

* حيث تم القاء القبض على المتهمين بعد اعترافهما وحبسهما على ذمة التحقيق، وما زلنا ننتظر المحاكمة علما ان القتل في باكستان عقوبته الإعدام.

وعلى—يه:

ان قضية الحال لا تتمحور في جريمة واحدة بل جمعت بين مجموعة من الجرائم التي تدينها الطبيعة البشرية وكافة القوانين والمعاهدات الدولية:

أولاً: حول الحق في التعليم المجاني وهو الدافع الذي أدى الى تشغيل البنت زهرة شاه

« أطفال في أحضان الكبار بين البشرية و الوحشية »

بشور غانية

بسم الله الرحمان الرحيم والصلاة والسلام على خير خلق الله محمد عليه ازكى الصلاة والتسليم

يشرفني وتغمرني فرحة وسعادة ان ارفع اليوم امامكم لأول مرة للدفاع عن الطفولة والبراءة في قضية البنت الباكستانية المغدورة زهرة شاه، وارجو ان تتسع صدوركم لما سوف اعرضه عليكم من الم وعذاب عاشته هذه البنت لا لأي سبب الا لأنها طفلة فقيرة قررت الحرية لبيغاوات.

- من منا لم يكن طفلا؟ من منا لم يحلم ان يكون طيرا او فراشة؟ من منا لم يطمح ان يصبح طبيبا او مهندسا او محاميا مشهورا؟

طبعاً الجواب: جميعنا كذلك، لكن السؤال يأتي بصيغة أخرى حين يتعلق الأمر بظروف معينة عاشها أطفال دون اخرين: كم طفل عرف رنين فراغ المعدة وتقلب الهواء في الأمعاء بسبب الجوع؟ كم طفل سلك الطرقات حافي الرجلين؟ كم طفل تألم في صمت بسبب ضربة يد او سياط او عصا او غير ذلك من الوسائل المجرمة قانونا؟ كم طفل محروم من كراس او كتاب او قلم؟

الجواب اكيد: كثيرون، لكن كل هؤلاء تخطوا الموت وكبروا في لحظات الألم والحرمان وأصبحوا رجالا و نساء، منهم من اخذ كابوس الطفولة على كتفيه و تألق فأصبح طبيبا او مهندسا او محاميا، و منهم من جعل كابوس الطفولة شماعة يعلق عليها الفشل و الخذلان على مدار الأيام و السنون.

ولكن إذا سالتكم: كم طفل دفنتم في القبور بسبب هذه الظروف؟

الجواب يختلف حسب مصدر المعلومات الذي تعتمدون، فمنكم من يؤسس جوابه على احصائيات احدى المنظمات الدولية، واخرون على احصائيات حكومية، واخرون على واقع معاش، اما انا فأقول: الله اعلم.

قررت قبل ان اكتب هذه المرافعة ان أزور قبرا لطفل، وليتني لم افعل.

هو شعور لا يمكن وصفه بل يجب تجرته، لا يسعني ان أصف لكم بما شعرت، ولكن اختصر لكم الأمر في كلمات: الطفولة رمز من رموز الحياة ومن يقتلها لا يمكن ان يكون بشرا.

المدارس أو لم يعودوا يستطيعون الذهاب إليها ولا حتى إلى المستشفيات، أو لم يعودوا يستطيعون حتى إطعام أنفسهم.

إن الدولة الهايتية تنتهك معاهدة بيليم دو بارا التي هي عضو فيها منذ 1997 عندما تتصامم عن صرخات هذه النساء والفتيات اللواتي أضحين ضحايا للعنف الجنسي والجسدي ويواصلن الاعتقاد بأنه لن يتم جبر أضرارهن أبدا. بيد أن هذه الدولة التزمت بأنها ستشجب أشكال العنف ضد المرأة وأنها ستعتمد كل الوسائل المناسبة بغية قمع أشكال العنف والقضاء عليها (المادة 7 من المعاهدة).

أشد انتباه المجتمع الدولي وأطلب منه إدانة الدولة الهايتية لمنعها كل هؤلاء السكان من العدالة والحق في محاكمة منصفة وفي كل الضمانات القضائية المعترف بها في المادتين 14 و15 من المعاهدة الدولية المتعلقة بالحقوق المدنية والسياسية التي تعتبر هايتي عضوا فيها منذ 1991.

لهذا السبب، أقف هنا، على منصة المسابقة الدولية للمرافعات، لكي أطلب من الدولة الهايتية تطبيق تدابير الحماية المنبثقة عن المحكمة الدولية لحقوق الانسان لكي يتمكن الضحايا من الاستفادة من حماية خاصة عساهم يتمكنون من التقدم بشكاوي أمام المحاكم والحصول على العدالة وجبر الأضرار.

أطلب من الدولة الهايتية وضع نظام قضائي يحترم حقوق البشر، مع قضاة مستقلين بالفعل عن السلطة التنفيذية، بمقدورهم أن يحكموا حسب النصوص المعمول بها دون أن يقلقوا على مستقبل مأمورياتهم أو مشاوريهم كقضاة. تلك هي العدالة.

إستيفاناس هيبوليت

فخامة الرئيس جوفانيل مواييز مقتولا ليلة 6 إلى 7 يوليو 2021 على سريريه في منزله الخاص، وهو محاط بوكلاء أمنه الذين لم يتعرضوا حتى للخدوش. أترك هذه اللائحة غير المكتملة لأعود إلى من لا صوت لهم في حي لاسالين لأصرخ بأعلى صوت:

على المستوى الوطني، فإن ملف المذابح في لاسالين لم يبرح مكانه على مستوى ديوان قاضي التحقيق في بور توبرينس بينما يجب أن يكون أمام هذه الهيئة ثلاثة أشهر فقط لتقوم بتحقيقها بموجب المادة 7.1 من قانون الاستئناف الجنائي بتاريخ 29 يوليو 1979 الذي ينص على أن «قاضي التحقيق لديه مهلة شهرين ليقوم بالتحقيق والإعلان عن خلاصاته إلى وزارة العدل ومهلة شهر واحد لإصدار أمر باكتمال التحقيق تحت طائلة الاتهام من قبل المتقاضي».

على المستوى الدولي، فإن اللجنة الدولية لحقوق الإنسان التي نظرت في القضية أعلنت أنها لم تتمكن من الحصول على معلومات من طرف الدولة الهايتية فعبرت عن أسفها في قرارها 2109/65 بعنوان إجراءات تحفظية.

أريد أن أذكر للعالم أجمع أن القرار الأوحده المتخذ لصالح ضحايا المذبحة الثلاثية في لاسالين ليس أكثر من إجراءات تحفظية يعود تاريخها إلى 31 ديسمبر 2019، وهي الإجراءات التي لم تأخذها الدولة الهايتية بعين الاعتبار.

وبينما يعاني ضحايا لاسالين من انعكاسات مادية ونفسية خطيرة، متمخضة عن هذه المذابح، ظلت الدولة الهايتية تحافظ على صمتها المزدري. إنني أتدخل لكي أرفع صوتي من أجل من لا صوت لهم، من أجل إخوتي وأخواتي الذين يعانون منذ ثلاث سنوات من كل أشكال انتهاكات حقوق الإنسان.

أمام هذا الوضع المهين وغير الإنساني بالنسبة لبلاد تدعي احترام حقوق الإنسان، أطالب بإدانة الدولة الهايتية على خلفية عدم إنصافها لأسر هؤلاء الضحايا الذين سلب منهم الحق في الحياة، وهو الحق الراسخ المعترف به في الآليات القانونية الدولية والوطنية. وهنا أذكر المادة 6.1 من المعاهدة الدولية المتعلقة بالحقوق المدنية والسياسية: «الحق في الحياة فطري للإنسان. هذا الحق يجب أن تتم حمايته من قبل القانون. لا يمكن لأي أحد أن يمنع، بشكل تعسفي، من الحياة»، كذلك المادة 19 من الدستور الهايتي الصادر 1989 المعدل والذي يقول: «يقع على عاتق الدولة ضمان الحق في الحياة، وفي الصحة، وفي احترام الإنسان، لكل المواطنين دون تمييز طبقا للإعلان العالمي لحقوق الإنسان».

إنني أرفع من أجل جبر أضرار سكان لاسالين الذين وجدوا أنفسهم مرغمين على الرحيل، فاقدين في نفس الوقت حق التملك والتمتع المضمون من قبل الدستور الهايتي. إنهم، وقد حرموا من كل شيء، يعيشون على التسول بالنسبة لبعضهم، أو على حسن وفادة أقارب بعضهم، دون أن ننسى القلق النفسي للأسر التي تسرب أبناؤها من

وفي منازل مهجورة، وفي هياكل السيارات البالية كما هو حال هذه الأم العازبة، مع ابنتها، التي اجهشت بالبكاء خلال تقديمها لشهادتها. هؤلاء لا يملكون أي شيء باستثناء الملابس التي كانوا يلبسون يوم الفاجعة، لا دار، لا سيارة، لا ماشية، لا أعمال صغيرة في بلاد كانت من قبل قد استبد بها الفقر.

اليوم أتناول هذه الفتيات والنساء اللاتي تعرضن للعنف وما زلن يستنشقن الرائحة الكريهة لهؤلاء السفاحين الذين ينهشون لحومهن ويتركون ذكريات لاصقة في قلوبهن وفي أجسامهن. أذكر هذه الأم الستينية التي لن ترى للأبد ولدها الوحيد الذي قتلتته خناجر ونيران ورصاص المعتدين في ذلك اليوم المشؤوم.

اليوم ما يزال هؤلاء الأموات الذين لا ينامون في هدوء، وهؤلاء الناجين الموجودين مع أنهم لا يعيشون، يطالبون بالعدالة.

إن أفضية حي لاسالين تطالب بالعدالة.

نعم، يطالبون بالعدالة لأنهم تم تناسيهم من قبل الدولة الهايتية المزعم أنها دولة قانون رغم أنها غير مسؤولة وهي على رأس نظام قضائي فالس لا يتصامم عن تعطش الناس للعدالة فحسب، لكنه أيضا لا يحرك ساكنا لمنع تكرار أحداث مشابهة. ونتيجة لذلك، وأمام تقاعس الدولة، شاهدنا مذابح أخرى كما وقع في بيل إير ما بين 4 إلى 6 نوفمبر 2019 مسفرا عن موت 24 شخصا، وكما وقع في سيتي سولي شهري يونيو ويوليو 2020 مسببا موت 145 شخصا، حسب تقرير المرصد الهايتي للجرائم ضد الإنسانية بتوافق مع العيادة الدولية للدفاع عن حقوق الانسان بكلية الحقوق بجامعة هارفارد (الصفحات من 14 إلى 18).

لقد لاحظنا أن المذابح تضاعفت: مذبة لاسلين، مذبة بيل إير، مذبة سيتي سولي، إلخ... وماذا يمكننا أن نقول عندما نرى، مؤخرا في يونيو 2021، قرابة 8500 من الرجال والنساء، بغية النجاة من مذبة بارزة، حسب مقال نشرته جريدة لو نوفيلست يوم 15 يونيو 2021، نقلا عن اليونيسيف، أرغموا على أن يغادروا، على عجل، منازلهم في حي مارتيسان بالعاصمة ليلجأوا لدى أصدقاء أو، ببساطة، إلى الساحة العمومية لحي في الجوار!. ماذا نقول عندما نعلم أن أكثر من 13 شخصا، من ضمنهم صحفيان شهيران معارضان للحكومة، قتلوا في شوارع العاصمة في مساء 29 إلى 30 يونيو على مرأى الدولة الهايتية الصامتة!. ماذا نقول عندما اغتيل، يوم 28 أغسطس 2020، نقيب المحامين في بورتوبرينس، الأستاذ مونفيربي دورفال، في منزله على بعد أمتار من منزل الرئيس!.

وبما أن مذبة لاسالين لم تطبق بشأنها أية عقوبة، أصبحت المذابح اليوم خارجة عن السيطرة في هايتي. السلطة التنفيذية استمرت في الصمت حتى حل ما أعلن عنه مونتسكي في القرن الثامن عشر: «ظلم شخص واحد يعتبر تهديدا للآخرين». مات

« هايتي بين البكاء والسلام »

إستي فاناس هيبوليت

بالنسبة لدكتور القانون، فيديل كاسترو، «حتى الأموات لن يهدأوا بسلام في بلد مظلوم». عموما، بالنظر إلى الوضع الحالي لهايتي، ليس الأموات وحدهم هم من لن يهدأوا بسلام، لكن الأحياء ما يزالون وسيظلون يكون باستمرار.

سيداتي، سادتي،

اسمحوا لي أن آتي بكم، دون انتقال بدني، إلى 6370 كلم من موريتانيا، وإلى أقل من ثلاث سنوات مضت.

ها نحن، في يوم 13 نوفمبر 2018، في سالين بعد زوال لا يختلف في شيء عن سابقه. سالين: حي شعبي يوجد في قلب العاصمة الهايتية بورتوبرنس. أغلبية سكانه معارضون للنظام.

بينما ينشغل سكان الحي بهمومهم اليومية بكل هدوء، فجأة يقع حادث محزن وغير متوقع وغير إنساني. لقد قامت مجموعة من المجرمين بسلسلة من الاعتداءات ضد المدنيين. في معمران غضبهم الشديد، وعلى طريقهم، حمل هؤلاء الأشخاص، المسلحون جدا، حياة 59 شخصا، واغتصبوا سبع نساء وفتيات على الأقل غالبية كن ضحية الاغتصاب الجماعي. وكان النهب، كما الحرائق والهدم، جزءا من هذه المأدبة الإجرامية. ولا حاجة لنا أن نضيف، سيداتي سادتي، أن تهجيرا قسريا للسكان حدث تلقائيا في أعقاب هذه الأعمال.

هذه شهادة حية، وما هي بالخرافة المجهولة المصدر. لقد التقيت بعض الناجين والناجيات، وعملت معهم ومعهم، وقرأت في عيونهم وعيونهن الداكنة ألم الروح، ورأيتهم كما رأيتهم يذرفون وتذرفن سيلًا من الدموع دونما أي أمل في العدالة.

للأسف، لم يكن الأمر إلا بداية سلسلة من ثلاثة هجمات قاتلة وانفتاحا عريضا على انطلاق أساليب العصابات في البلاد. «القتلة يجوبون، حتى الآن، شوارعنا» على حد التعبير ذي المغزى والمجمع عليه للسيدة الأولى السابقة، بيد أن الضحايا الناجين يرون أنهم ما يزالون، مثل فئران المجاري، مهددين يعيشون تحت وقع الخوف، كما يعيشون مجددا حالة الإيباق كما كانت أيام الرق الذي ألغي، منذ أمد بعيد، بفعل ما أراقه الأبطال من دمهم سنة 1804.

13 نوفمبر 2018، و8 مارس 2019: تاريخان عالقان في الذاكرة بالنسبة لضحايا حي لا سالين في بورتوبرنس، المحرومين حاليا من كل شيء، يبيتون تحت الجسور،

سدتي سيادتي هذا الشعب الجريح يعاني منذ زمن وعانى وحيدا ومعزولا مناضلا من أجل الحفاظ على هويته وعلى شعلة الحرية التي يريد الاحتلال الصهيوني إطفائها.

إن مجلس الأمن في منظمة الأمم المتحدة لم يتمكن من شجب الجرائم التي ارتكبت في فلسطين كون في مجلس الأمن أعضاء يتمتعون بحق الفيتو يعطل جميع القرارات.

لكن هل يحق لنا أن نبقي مكتوفي الأيدي حيال هذا الشعب يقتل بأكمله، فلسطيني على كل اثنين اجبر على هجر منزله كي لا يموت تحت الركام والقصف الإسرائيلي.

من واجبنا نحن كمحاميين أحرار وحقوقيين أن نشجب الانتهاكات الخطيرة التي يرتكبها الاحتلال الصهيوني الذي يقتل المدنيين الأبرياء في فلسطين.

من واجبنا أن نناضل بكل قوة ضد الاحتلال الصهيوني.

يجب علينا دعم الشعب الفلسطيني المضطهد ونساعده لإنجاح ثورته كون ثورته ستنتج.

وسيأتي يوما نسمع فيه نشيد الحرية يصدح عاليا ومدويا في فلسطين بأكملها.

كثيرا من يقول أن دليل القتل لن ينتهي، لكن الفلسطينيون سيستمرون بإصرار وهدوء مبتسمين مستلهمين طبقا لمقولة إيدموند رويستون « الإيمان ببزوغ النهار يحلوا ليلا ».

بعد بيوتهم المدمرة وذكرياتهم المفقودة بعد المعاناة التي لا توصف بعد الألم الذي يبدو بلا نهاية.

سيكون للفلسطينيين غد حر وبكر أحلى.

شكرا لكم.

المحامي خليفي سفيان

صحية، المساس بالمرافق الضرورية للحياة محطات توليد الماء، قصف مخيمات اللاجئين، الاعتداء على الحق في الحياة 274 شهيدا من بينهم 69 طفلا و 40 امرأة 17 شخصا مسنا جرح 1948 شخصا، إصابة 90 شخصا إصابة خطيرة جدا.

وبتاريخ 9 افريل 2021 أعلنت إسرائيل عدم الاعتراف بسلطة المحكمة الجنائية الدولية، و رفضت إجراء فتح تحقيق والتعاون معها حول جرائم الحرب المحتملة في الأراضي الفلسطينية المحتلة.

نتيجة المدفوعات والطائرات الحربية الإلكترونية F 35 وهي من صنع أمريكا وبريطانيا تمطر مئات القنابل كل يوم فوق السكان المدنيين والأعيان المدنية مدمرة أحياء بكاملها وخسائر بشرية كثيرة.

خلال كل هذا ظن الفلسطينيون بان المجتمع الدولي سيمنع العدو الإسرائيلي من قتلهم عشوائيا، لكن خاب ظنهم فأدر المجتمع الدولي ظهره عن قطاع والأراضي المحتلة بالتحديد شيخ الجراح حي سلون في المدينة القديمة للقدس، وترك الشعب الفلسطيني يتعرض للممارسة القتل والتعذيب والتهجير القسري قيد الحريات والدمار والدهس على الكرامة الإنسانية.

بكرة أحلى وغد أفضل سيستقضون الفلسطينيون في مخيمات اللاجئين أو تحت قصف القنابل تملؤها ذات الشعور بالوحدة والعزلة.

تخلوا أنفسكم سيدتي سادتي تعيشون روتين الموت والدمار فقدان الأقارب والأحباب، كل يوم نخبركم بان أحد أقاربكم مات أو انه مسجون لن ترونه بعد اليوم، تخلوا أخوكم أو أختكم أو طفلا لم يبلغ شهر من عمره قد قتل تحت الركام أو على مفترق الطرق أو القصف برصاصة القناصين الصهيونيين، تخلوا أن أبكم أعيد يوما في تابوت قتل تحت تعذيب في السجون الإسرائيلية.

تخلوا أنفسكم مجبرون على ترك منازلكم وبلدكم الذي تحبونه جدا، وكل شيء تمتلكونه وكل هذا ليس إلا من اجل المطالبة للعيش بحرية وأحرار.

عرض من خلال الصور والمنشورات المجازر والممارسات الإسرائيلية في حق المدنيين الفلسطينيين العزل وعرضت فيها ملامح الدمار القتل والقصف خلال فترة العدوان.

عملت إسرائيل من أجل سياسة إنشاء مستوطنات صهيونية، ومحاولة محو الدولة الفلسطينية والتوغل في الجريمة بقصف مكثف بذلك لم تحترم القوانين الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان خاصة الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية، وبذلك خلفتها بقصفها الأعيان المدنية المدارس المساجد المؤسسات الإعلامية ومنازل السكان المدنيين خلفت اتفاقية جنيف الرابعة 4 خاصة المادة 3 منها لسنة 1949، الملزمة بأخذها بعين الاعتبار خاصة للدول غير الموقعة عليها.

من بين الصور التي حازت في أنفسنا ألما كثيرا صورة لطفلة مبتسمة بين الركام للمصور محمود عجز وصورة لعجز مسن يتفقد ركام برج الجوهرة وصورة أخرى للمصور عطية دروش بشاطئ يعج بجثث أطفال ضحايا القصف والعدوان الإسرائيلي.

وتبقى الصور معرض لتبقى الجرائم المرتكبة لقوات الاحتلال الإسرائيلي حية من خلال الصور والنماذج والعينات التي استخدمها الاحتلال العدواني الصهيوني على السكان الفلسطينيين .

أدار المجتمع الدولي وجهه عن فلسطين وعن هذه الجرائم وحي الشبح جراح وحي سلون، وترك القوات الإسرائيلية التي تمارس القتل والتدمير دحسا للكرامة الإنسانية .

ارتكبت القوات الإسرائيلية، أفعال معاقب عليها دوليا، النقل القسري نزوح الفلسطينيين 250 ألف شخص، وهدم المنازل هدمت مباني بحجة عدم حصولها على ترخيص من طرف السلطات الإسرائيلية، و هو الشيء المستحل الحصول عليه.

فمن خلال الهجوم والقصف العشوائي للقوات المحتلة الإسرائيلية، نتج عنه تشريد أكثر 74 من نساء وأطفال في غزة

هدمت أكثر من 450 مبنى و هي أعيان مدنية منها 6 مستشفيات و 9 مراكز رعاية

« الدفاع عن حقوق الإنسان لصناعة المشروع الحضاري » المحامي خليفى سفيان

سيدي الرئيس وأعضاء لجنة التحكيم تقبلوا منا سلاما حرا من بلد المليون ونصف مليون شهيد ودمتم في خدمة العدل والحرية وشكرا لكم.
مرحبا بزملائي المحامين الذين أتوا من الزاوية الأربعة للعالم، لنصر الحرية والعدل في كل مكان.

مرحبا بالحضور الكرام ،

مضت أكثر من 73 سنة عن مشروع وعد بلفور لسنة 1948، الذي كان بداية مأساة الشعب الفلسطيني بعد منح المجتمع الدولي مهمة تأسيس وطن قومي لبريطانيا لفائدة الشعب اليهود في فلسطين.

منذ ذلك الحين تحدى فيه الملايين من الفلسطينيين الخوف وخرجوا يطالبون ويناضلون إلى غاية الدقيقة التي نرفع فيها بحقوقهم وحريتهم.

فكان رد السلطات الإسرائيلية مرعبا.

قامت قوات الاحتلال الإسرائيلية بالاعتداء بشع الصورة على الشعب الفلسطيني وقصفتهم بأسلحة محرمة دوليا صواريخ عنقودية وفسفورية والأسلحة الكيماوية ضاربنا في ذلك أحكام القانون الدولي والاتفاقيات الدولية المتعلقة بتحريم تلك الأسلحة دوليا.

ألوف الرجال والنساء والأطفال والشيوخ تم توقفهم من قبل القوات الإسرائيلية وتم تكديسهم في أقبية الأمن الإسرائيلي ويقتلون على يد القوات المسلحة الإسرائيلية.

من خلال ما عرض ونشر من صور لشعب الفلسطيني المقهور سواء على مواقع التواصل الاجتماعي أو في إطار التصوير والتقارير الصحفية المرئية تبقى شاهدا على جريمة العدوان الإسرائيلي على الأراضي المحتلة خلال 15 يوم من تاريخ 06 ماي 2021 إلى غاية 21 ماي 2021.

لم يكن أمام السيد باوزير أي خيار غير الفرار من أفغانستان تاركاً وراءه زوجته وأسرته. وقد بقيت طلبات لمّ شمله مع أهله بلا جواب. واليوم يمثل شخصاً محطماً في دروب الهجرة القسرية الصادمة وأمام إجراءات «دوبلن» الأوروبية غير الإنسانية. كان بإمكان السلطات الفرنسية أن تتحاشى كل هذا. يبقى اليوم قرابة 230 متعاوناً أفغانياً كانوا يعملون سابقاً مع الجيش الفرنسي في أفغانستان وهم ينتظرون لفئة من فرنسا بفتح سفارة مجاورة بغية الحصول على ضمانات بالترحيل بالطرق الشرعية. ألا يكمن شرف فرنسا وحلفائها في حماية كل من يتهدد بهم الموت، منذ احتلال طالبان لكابل، من الذين قاتلوا جنباً إلى جنب معنا لأنهم يتقاسمون معنا قيمنا المتمثلة في الحرية والمساواة والإخاء؟

إزابيل لاندريفي

2017، وبمساعدة من رابطة قدامى المترجمين الأفغان للجيش الفرنسي، تقدم السيد بازير بطلب للحماية الوظيفية لدى وزارة الدفاع على أساس المادة 11 من القانون رقم 83-634 الصادر بتاريخ 13 يوليو 1983 المتعلق بحق الحماية الوظيفية لوكلاء الإدارة. هذا الطلب بقي بلا جواب كما هو حال كل طلبات الحماية الوظيفية التي تقدم بها المتعاونون الأفغان منذ 2015. وفي يوم 1 دجمبر 2017 و 21 فبراير 2018، اتصل بوزارة الدفاع الفرنسية بغية الحصول على المبررات القانونية لهذا القرار الضمني برفض الحصول على الحماية الوظيفية. غير أنه لم يحصل على أي رد. في يوم 14 مارس 2018، طلب من وزارة الدفاع النظر في ملفه، لكن دون جدوى. في يوم 18 يناير، وجد نفسه أمام أمر من حاكم مقاطعة آردين بالبقاء في إقامته في انتظار أن تقوده الشرطة، تطبيقاً للأمر، إلى مطار رواسي شارل ديغول يوم 25 يناير 2018. لم تكن حالته النفسية المتدهورة جداً تسمح بترحيله. فكان لابد من متابعته من قبل طبيب نفسي، ووجد نفسه مشرداً بدون مأوى في حالة تدهور وفي ظروف من الحرمان المادي التام. فتقدم بطعن يهدف إلى إلغاء القرار الضمني لرفض حصوله على الحماية الوظيفية المترتبة على صمت وزارة الدفاع بعيد تقديمه لطلبه يوم 17 سبتمبر 2017. بموجب تعميم الوظيفة العمومية رقم 2158، الصادر بتاريخ 5 مايو 2008، والمتعلق بالحماية الوظيفية لوكلاء الدولة، فإن «الإدارة التي تتلقى طلباً للحماية يجب عليها أن تقوم بكل ما يلزم لتقديم رد مكتوب... وفي حالة أنها رفضت، فإن رفضها يجب أن تقدمه بشكل صريح ومبرر مع تحديد طرق ومهلة الطعن. وإلا فإن الصمت لأكثر من شهر من قبل الإدارة يعني قراراً بإلغاء الطلب طبقاً للقانون العام». إن طلبات بازير، رغم عمله مع الجيش الفرنسي ورغم السياق الأمني المتدهور للغاية في أفغانستان، بقيت دون أبسط رد مجسدة إرادة متعمدة لوزارة الدفاع في عدم النظر في طلبات الحماية الوظيفية التي تقدم بها هذا المتعاون الأفغاني مع الجيش الفرنسي.

في هذه الحالة، وفضلاً عن الطابع المشكوك فيه أخلاقياً للموقف الذي تبنته الإدارة إزاء هؤلاء الوكلاء، فإن غياب كل تحليل للوضع الفردي لصاحب الطلب، بشكل مناف للمبدأ الذي بموجبه يكون على الموظف العمومي أن يدرس كل حالة على حدة، جعل قرار الرفض الضمني للحصول على حماية وظيفية غير شرعي. رغم أن السيد بازير، في إطار خدمته، كان محل رضى مشغليه كما تشهد عليه الرسالتان اللتان بحوزته والمتضمنتان توصيتين. لقد زاول السيد بازير مهامه في إطار عقد لا يتضمن بنوداً بالخضوع للقانون المحلي ولكنه لا يتضمن أيضاً القانون الذي تختار الأطراف الاحتكام إليه. في غضون ذلك، حصل السيد بازير على حق اللجوء. ففي مارس 2020، اعترفت المحكمة الإدارية ببارس بأنه ثمة انتهاك للمادة 11 من قانون 13 يوليو 1983 المتعلق بالحماية الوظيفية. وهو ينتظر حالياً رد محكمة الاستئناف الإداري لأن وزارة الدفاع تقدمت بطعن.

الاندماج في فرنسا. وقد اعتمدت اللجنة 73 ملفا فقط من بين ملفات المدنيين المكتتبين محليا. فيما تبين، للأسف، أن هذا الإجراء شابه التعسف. فتم إلغاء طلب بازير يوم 7 مايو 2013 من خلال رسالة قصيرة عبر الهاتف، كما وقع مع الكثير من زملائه.

في يوم 30 يونيو، تقدم بازير بطلب آخر للتأشيرة في إطار سلسلة إجراءات أخرى لنقل المتعاونين الأفغان إلى فرنسا. وكان هذا الطلب موضع رفض آخر غير مبرر تم يوم 8 أكتوبر 2015.

وقد تمكن 252 من قدامى العمال الأفغان من تقديم ملفاتهم قبل الموعد النهائي المحدد بيوم 15 يوليو 2015. علما بأن قرارات رفض التأشيرة التي طالت 152 ملفا لم تتضمن أي تبرير.

السيد بازير، الذي تلقى تهديدا بالقتل يوم 15 نوفمبر 2015، كان مرغما على مغادرة أفغانستان على وجه السرعة. عندما وصل السيد بازير إلى ألمانيا، في ديسمبر 2015، أخبر الشرطة بأنه ينوي التوجه إلى فرنسا. فتركته يواصل سفره إليها، لكن الحدود كانت مغلقة (بعد هجمات باتاكلان). فكان عليه أن يتوجه إلى هولندا ليحاول منها العبور إلى فرنسا. عندما وصل هولندا تم توقيفه في إحدى المحطات وأرسل إلى عدة مراكز تحتضن الراغبين في اللجوء. أخذت بصماته ووضع أمام تطبيق إجراء دبلين لإعادته إلى ألمانيا. سُجل له طلب للجوء في هولندا لكنه ألغي يوم 9 مارس 2017. ورغم ذلك تمكن من الوصول إلى فرنسا التي واجه فيها، بعد 13 شهرا، ضرورة التقيد بتدابير معاهدة دبلين الثالثة. في هذه الفترة أعلنت المفوضية السامية للاجئين أن المترجمين الذين عملوا مع قوات أجنبية، كانوا مهددين من قبل طالبان وباقي المجموعات المتمردة. في تقريرها ليوم 16 أبريل 2016، المتعلق بشروط التأهل للحماية الدولية بالنسبة للأفغان الراغبين في اللجوء، أشارت المفوضية إلى حالة المترجمين الذين أعدموا على يد طالبان. وكانت الهيئة الفرنسية لحماية اللاجئين وعديمي الجنسية

(OFPRA) قد منحت صفة لاجئ لمترجمين للجيش الفرنسي فروا، سريا، من بلدانهم طلبا للجوء على الأراضي الفرنسية. أما بالنسبة للمحكمة الوطنية لحق اللجوء (CNDA) فقد ذكرت، في نفس الفترة، أن كابول تعرف وضعا من العنف الأعمى المفرط الناتج عن نزاع مسلح داخلي، ما يخول للمدني أن يستفيد من الحماية الإضافية طبقا للقانون الفرنسي بشأن دخول وإقامة الأجانب وحق اللجوء.

تم، في يوم 2 مايو 2017، استدعاء السيد بازير لكي يهيئ عودته إلى أفغانستان. إلا أنه تمكن من المغادرة، بشكل غير قانوني، إلى فرنسا.

في يوم 17 يوليو 2017، طلب قبول إقامته في فرنسا لدى حاكم مقاطعة لامارن عساه يتمكن من تقديم طلب لجوء لدى هيئة حماية اللاجئين وعديمي الجنسية. في يوم 6 سبتمبر 2017، تلقى قرارا يتضمن إعادته إلى السلطات الهولندية. في يوم 22 سبتمبر

« باسم الحرية : قصة السيد بازير ترجمان أفغاني سابق للجيش الفرنسي على طريق اللجوء القسري » إزابيل لانديفي

اليوم سأحدثكم عن حالة السيد بازير، المترجمان السابق في الجيش الفرنسي الذي دافعت عنه عدة مرات في فرنسا بمساندة من رابطة قدامى المترجمين الأفغان في الجيش الفرنسي.

للتذكير، فإن فرنسا عضو دائم في مجلس الأمن، وقد تدخلت في أفغانستان ما بين 2001 و2014 إلى جانب 40 دولة من ضمنها 25 من دول الاتحاد الأوروبي البالغة، حينذاك، 27 دولة، وذلك بطلب من السلطات الأفغانية وبتوصية من الأمم المتحدة. على هذا النحو، كان عليها أن تساهم، طبقاً لمبادئها وقيمها، في الدفاع عن الحرية وحقوق الإنسان وفي محاربة الإرهاب وإقامة دولة قانون في أفغانستان.

وبغية القيام بمهمته على أحسن وجه، وظف الجيش الفرنسي قرابة 800 مواطن أفغاني في مجال الترجمة. كانوا شبانا من أكثر الناس ثقافة في المجتمع الأفغاني. هؤلاء شكلوا حجر الزاوية في الاستراتيجية العسكرية الرامية إلى ربط وتطوير التواصل مع السكان والزعامات المحلية من أجل كسب دعمهم، كما مكّنوا من تكوين عناصر الجيش الوطني الأفغاني من طرف جيوش التحالف الأجنبي.

لقد عمل السيد بازير مع القوات الفرنسية يوم 11 أغسطس 2011 وهو حينها يبلغ 24 سنة من العمر. وقد حوّل إلى السرية القتالية للتجمع التكتيكي لمختلف الأسلحة (GTIA) بمنطقة كابيسا ضمن وحدة لافاييت الموجودة في قاعدة تاجاب التي وضعت، أساساً، تحت تصرف المجموعة الفرعية ب من التجمع التكتيكي.

في سنة 2012، بعد أن قررت فرنسا سحب قواتها من أفغانستان وفتح سلسلة إجراءات نقل معاونيها الأفغان الذين يُحتمل أن يكونوا مهنيين بفعل تعاونهم مع الجيش الفرنسي، تقدم السيد بازير بطلب تأشيرة.

إن التهديد بقتل العمال المدنيين المكتتبين محلياً، مثل السيد بازير، مؤكد ومعروف من قبل السلطات الفرنسية منذ 2012.

انتقاء الملفات المؤهلة للاستقبال في فرنسا كانت تتوالى، في تلك الفترة، لجنة مشتركة تتخذ من كابول مقراً لها. وكانت المعايير القابلة للنقاش تتمحور حول: الرغبة التي يعبر عنها العمال المدنيون الأفغان في التوجه إلى فرنسا، ومستوى التهديد الحقيقي الذي يشعر به فعلياً المعني وأسرته، وطبيعة الخدمات التي كان يقدمها، والقدرة على

سيدي الرئيس مهما كان مآل قضية المحامي الذي يتقاسم الزنزانة مع موكله فإنه لا يمكن ضمان التطبيق السليم لأصالة «قرينة البراءة» و «الحق في الحرية كأصل و الحبس المؤقت كاستثناء» إلا إذا كان هناك إيمان قاطع بالأخذ بها عن قناعة تامة دون لبس أو غموض و أن يكون التذكير بها كتابة و شفاهة لعلها ترسخ يوما في أذهان القضاة بما لا يدع مجالا للشك دون إكراه أو خوف أو تردد في دولة يسودها التطبيق السليم للقانون ومبادئ العدالة .

دفاف مبارك

ومعاملة المجرمين المنعقد بهافانا خلال شهر سبتمبر 1990 الذي ورد في صلبه بالحرف الواحد على أنه :

« لا يجوز نتيجة لأداء المحامين لمهامهم ووظائفهم أخذهم بجريرة موكلهم أو بقضايا هؤلاء الموكلين»

أم أن هاته النصوص القانونية الدولية أفرغت من محتواها و أصبحت جوفاء .

— من الواضح أن مواقف المحامي أرسلان عبد الرؤوف كانت معارضة لنظام الحكم في البلاد وهذا رأيه ومن حقه التعبير عنه وهو ما ظهر جليا في العديد من المرات أثناء مرافقته لأبناء شعبه في حراكهم السلمي الذي دام قرابة سنتين من الزمن للمطالبة بالتغيير السلمي لكن الظاهر أن معظم السلطات الحكومية أصبحت تتخذ موقفا عدائيا من المدافعين عن حقوق الإنسان فتسن قوانين و إجراءات غرضها إخراس أصوات أولئك المدافعين و معاقبتهم على أنشطتهم و ترهيبهم لإجبارهم على التوقف عن أعمالهم

و بدلا من تقدير الدور الحيوي الذي يقوم به هؤلاء المدافعون في تعزيز مبادئ حقوق الإنسان المدنية و السياسية و الاقتصادية المعترف بها عالميا و الدفاع عنها يلجأ مسؤولون حكوميون إلى وصم أولئك الشجعان بأنهم « مخربون » و « خونة » و « متعاونون مع جهات أجنبية » ومن شأن هذا الموقف أن يخلق عواقب وخيمة وهذا لتجريم المعارضة السياسية حتى أن « اللجنة المعنية بحقوق الإنسان » وهي لجنة ترصد تطبيق العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية و السياسية أكدت على أنه :

« عندما تفرض دولة طرف بعض القيود على ممارسة حرية التعبير ، لا يجوز أن تعرض هذه القيود الحق نفسه للخطر »

أيام فقط قبل توقيف المحامي أرسلان و بالضبط يوم 70 ماي 1202 خرج سكان مدينة خراطة بولاية بجاية وكان هو من ضمنهم أين ألقى كلمة شدد فيها على ضرورة المضي قدما في التغيير بطريقة سلمية و حضارية حتى أنه قال فيها بالحرف الواحد :

« أنا من الناس الذين تجاوزوا 05 سنة من العمر لا أحتاج إلى منصب أو قيادة ، لدينا واجب واحد هو أن ننقل مكتسباتنا التي تعلمناها للشباب ونضعهم في الواجهة و نكون خلفهم و ندعمهم »

عبارات نابغة من قلب غيور على وطنه لم يكن يدري يوما أنها ستلقي به في غيابات السجن ، هي أحرف و عبارات تكتب بماء الذهب على جدار حراك شعبي مبارك خرج له الملايين طيلة سنتين كاملتين تولد عنه جنين سمي الجزائر الجديدة .

إجراءات الرقابة القضائية ؟ .

هي أسئلة و أخرى كان الأجدر الإجابة عنها قبل اتخاذ قرار بإيداعه رهن الحبس المؤقت.

– مضى على إيداع المحامي الموقوف أكثر من أربعة أشهر كاملة هي مدة نحسبها نحن بالشهر و الأسبوع و اليوم بينما يعدها المحبوس في زنزانته بالساعة و الدقيقة .

على أقل تقدير يعلم السجناء المحكوم عليهم متى الخروج من تلك الغرفة ومن ذلك المكان المغلق المظلم ، يوجد محرك لمرور الوقت و انتظار موعد انتهاء العقوبة و لكن يحرم المحبوسون احتياطيا حتى من حساب الأيام فلا يوجد موعد محدد لخروجهم باعتبار أن مدة الحبس المؤقت يمكن تجديدها كل أربعة أشهر لمدة تصل إلى إحدى عشرة مرة حسب ما نصت عليه المادة 125 مكرر من قانون الإجراءات الجزائية .

مؤسسة عقابية كان المحامي يزورها للتخفيف عن موكله المحبوسين و تدارس ملفاتهم فإذا به يجد نفسه في يوم من الأيام من المقيمين فيها حتى جدرانها لو تكلمت لرفضت بقاءه بين أضلعها بعيدا عن أهله و أبناؤه و عائلته .

كيف لا وهو المحامي الذي طالما صدحت جدران المحاكم بمرافعاته و دفاعه عن المظلومين من الشباب الذين خرجوا للحراك الشعبي المبارك يقف في مكان منخفض على منصة القضاة مرتديا السواد حزنا ليكون قريبا ممن قهرتهم شهوة الإنسان و السلطان ليسمع أناتهم ... فيرسلها إلى قلب القاضي لعلها تجد قلوبا رحيمة تنصفهم بمنطق القانون و العقل .

حتى أنني متيقن أن هاته المرافعات لازالت تسكن قاعات المحاكم و ستشهد و تشفع له في إصدار حكم منصف بحقه .

– لطالما عرفت الجزائر فترة عصيبة استمرت لعشرية كاملة من الزمن سنوات التسعينات تخللتها بعض الأحداث الدموية التي راح ضحيتها الآلاف من الجزائريين الأبرياء بسبب أفعال عدوانية ارتكبت من قبل بعض الجماعات الإرهابية المسلحة التي تم القبض على بعض أفرادها و إحالتهم للمحاكمة أمام محاكم الجنايات لكن لم تشهد تلك الفترة الاعتداء على قدسية المحاماة أو إيداع محامي رهن الحبس المؤقت على الرغم من الاحتكاك المباشر بين المحامي وموكله بينما وجد الأستاذ عبد الرؤوف أرسلان نفسه بين القضبان يتشارك الزنزانة مع موكله لا شيء إلا كونه استقبله بمكتبه وتواصل معه عن قرب وتولى الدفاع عنه في قضاياه .

أين نحن من المبادئ الأساسية التي اعتمدها مؤتمر الأمم المتحدة الثامن لمنع الجريمة

رهن الحبس المؤقت و أنا أعلم يقينا بأن الدستور الجزائري ينص في مادته 176 بأن المحامي يستفيد من الضمانات القانونية التي تكفل له الحماية من كل أشكال الضغوط و تمكنه من ممارسة مهنته بكل حرية في إطار القانون .

إعتقد المحامي أرسلان بأنه محمي بنص الدستور و أن المادة 164 منه المستحدثة بالمرسوم الرئاسي رقم :20-442 المؤرخ في 2021/12/30 المتضمن التعديل الدستوري تؤكد على أن القضاء يحمي المجتمع و حريات و حقوق المواطنين طبقا للدستور لكنه جزم وهو في زنزانه بأن النصوص القانونية قد أفرغت من محتواها و أصبحت تزين تقارير حقوق الإنسان لا غير .

– نحن لسنا هنا اليوم لنناقش موضوع ثبوت التهمة الموجهة للمحامي الموقوف من عدمها بل لنقول بصوت عالي أنه يجب أن الاحتكام لنص القانون الذي جعل من الحبس الاحتياطي إجراء استثنائي لا يلجأ إليه إلا في حالات محددة على سبيل الحصر بالمادة 123 من قانون الإجراءات الجزائية الجزائري .

لكم أن تتخيلوا سيدي الرئيس بأنه على الرغم من الوضعية الصعبة و المزرية التي يعيشها داخل غيابات السجن بعدما كان حرا طليقا لكنه لازال يأمل في استقلالية القضاء و يتشبث بأصوله حتى أنه قال لأحد محاميه :

« أطلب أن ينصفوني في إطار المادة 123 من قانون الإجراءات الجزائية فقط أمام الموضوع فاتركوه لقاضي الحكم » .

لم يفكر بهاته العبارة إلا وهو يعلم يقينا أن المادة 123 من قانون الإجراءات الجزائية قد غيبت في حقه كيف لا وهو يملك موطننا معروفا و مستقرا وهو محامي ممارس لمهنة المحاماة منذ أزيد من إثنين و عشرين سنة كاملة قضاها مساهما في تحقيق العدالة مدافعا عن المظلومين أينما حلوا و ارتحلوا .

ألا يعد كل هذا ضمنا كافيا لإعفائه من الحبس أو على الأقل أعمال إجراءات الرقابة القضائية ؟

– الظاهر أن مهنة المحاماة في الجزائر أصبحت ظرفا من ظروف التشديد حرمت الأستاذ عبد الرؤوف أرسلان من الاستفادة حتى من إجراءات الرقابة القضائية على الرغم من تقديمه لكافة الضمانات اللازمة للمثول أمام الجهات القضائية متى طلب منه ذلك .

– هل أصبحت مهنة المحاماة لا تشكل ضمانا كافية لحضور المحامي أمام الجهات القضائية ؟

– أم أن مكتبه ومسكنه لا يشكلان موطننا معروفا لدى الجهات القضائية لتمكينه من

« عندما يتقاسم المحامي الزنزانة مع

موكله »

دفاف مبارك

– دخلت مهنة المحاماة وكلي شغف وحب لها كيف لا وهي المهنة التي كانت ولا زالت تلقب بمهنة النبلاء و العظماء حتى أن المفكر الفرنسي الشهير « فولتير » كتب قائلا :

« كنت أتمنى أن أكون محاميا لأن المحاماة أجمل مهنة في العالم فالمحامي يلجأ إليه الأغنياء و الفقراء على السواء ومن عملائه الأمراء و العظماء ، يضحى بوقته و صحته وحتى بحياته في سبيل الدفاع عن متهم بريء أو ضعيف مهضوم الحق .».

– العدالة لا تستقيم على قدم واحدة والمحامي هو القدم الأخرى و القول بغير ذلك يهدم ميزان العدالة و يقوضها ودولة القانون لا تقوم إلا باحترام حقوق الإنسان وحرياته لا سيما حقه في محاكمة عادلة هذا المبدأ يرتبط ارتباطا وثيقا بمبدأ استقلالية القضاء .

بين هذا وذاك انتهكت حصانة المحامي الذي تم إيداعه رهن الحبس المؤقت برفقة موكله المتهم بجنحة نشر وتوزيع أنباء مغرضة بين الجمهور من شأنها المساس بالأمم العامي و النظام العام و جنائية الانخراط و المشاركة في منظمة إرهابية .

– يوم أسود على مهنة المحاماة هو يوم الأربعاء 26 ماي 2021 أين دخل المحامي عبد الرؤوف أرسلان كعادته للمحكمة وهو يحمل جيبته في يده من أجل الدفاع عن موكله الذي تم استدعائه أمام السيد وكيل الجمهورية ليجد نفسه محل إتهام بعدها يحال الملف أمام السيد قاضي التحقيق و يتم سماعه في محضر رسمي أين تقرر إيداع الجميع رهن الحبس المؤقت المؤقت .

– و يساق المحامي إلى السجن مع موكله –

إجراء قضائي سيبقى محفورا في جبين العدالة الجزائرية مدى الدهر

– سيدي الرئيس أعتقد أن المفاهيم اختلطت عندنا في الجزائر فقد تعلمنا في قانون تنظيم مهنة المحاماة في المادة الثانية منه أن :

« المحاماة مهنة حرة و مستقلة تعمل على حماية و حفظ حقوق الدفاع و تساهم في تحقيق العدالة و احترام مبدأ سيادة القانون » لكن المحامي أرسلان عبد الرؤوف وجد نفسه متهما بالمساهمة مع موكله فيما نسب له و شتان بين المساهمة في تحقيق العدالة و المساهمة في أفعال إجرامية .

يعجز لساني عن التعبير ولا أجد حجة أقنع بها عائلته و أبنائه لأخبرهم بأنه تم إيداعه

الانسان تمر بحقوق الدفاع. إنهما مرتبطان ومتداخلان لدرجة أنها ليسا إلا عنصرا واحدا. وإذا حاول بلد ما فصلهما، فلن يكون بالمستطاع وصفه بدولة قانون. لا أشك في أن محكماتكم ستكون حساسة تجاه هذا الأمر فتذكّر، بشكل مفيد، بمبادئها في حكمها القادم، واضحة في الحساب أن موكلي لم يقيم إلا بما يمليه عليه واجبه، فتشجب بشدة موقف الحكومة في كيغالي من هذا الترحيل غير الشرعي والمتعسف. وأشكركم.

باتريك سيران

بشأن ملف بلجيكي، حتى ولو أنه موقوف في الخارج.

يتعلق الأمر بانتهاك صارخ لحق الدفاع الخاص بالسيد بول ريسيساباجينا الذي كانت رواندا، في السابق، قد منعت المحامين الأجانب من إمكانية لقائه في السجن.

هذه الطريقة المتمثلة في منع سجين من إمكانية لقاء مستشاريه ليست، للأسف، حالة معزولة. ربما تذكر محكماتكم بأن مرشحة سابقة للانتخابات الرئاسية اختارت محامية أمريكية، هي الأستاذة أرليندير، من أجل الدفاع عنها في حكم يخول للسلطات الحاكمة نزع المصادقية عن ترشحها. وعندما وصلت المحامية تم توقيفها على خلفية ما قيل أنه تصريحات تنكر فيها التطهير العرقي خلال جلسات المحكمة الجنائية الدولية الخاصة برواندا في مدينة أروشا.

هذه الانتهاكات الصارخة لحصانة المرافعات وحق الدفاع وجدت صدى سياسيا. فقد عبرت بلجيكا عن بالغ تأثرها من أن مواطنها، خلال محاكمته، لم يتمكن من الحصول على العون القنصلي بيد أن المدير السابق للفندق لم يعد يحوز الجنسية الرواندية.

وعلى إثر إدانته مؤخرا بـ 52 سنة من السجن، أعلن الوزير البلجيكي للشؤون الخارجية، يوم 22 سبتمبر، أن المتهم لم يستفد من محاكمة «عادلة ومنصفة، خاصة في ما يتعلق بحق الدفاع».

إن على محكماتكم أن تنطق حول الانتهاك الصارخ لحقوق الدفاع التي ديسست من قبل وستداس من بعد بسبب منع الأستاذ لوركين من الذهاب للقاء موكله.

إنني أثق في أن العدالة ستستعيد هذا الحق الأساسي الذي بدونه ستكون المُجسّمات التي ترمز للعدل مهددة. لا شك أن مساندها ستستمر في حملها، لكن كيف ستظل المساندة متوازنة إذا بدأت هي نفسها تترنح؟

موكلي لم يرتكب أي خطأ في هذا الملف. لقد أخبر نقيبته قبل أن يغادر إلى رواندا كما أخبر هيئة المحامين المحلية، وتوجه، فور وصوله، إلى الادعاء العام. لم يتوجه إلى روندا بذرائع سياحية واهية.

لقد زاول مهنته المتمثلة في لقاء موكله للتشاور معه حول الاستراتيجية التي يتوجب اتباعها بغية تمكينه من تهيئة المحاكمة التي تنتظره.

هل كانت السلطات القضائية مذهولة لتتخوف منه وتسفره بحجة تافهة وغير دقيقة؟ إنه العزاء الوحيد لموكلي في هذه الحلقة الحزينة. فالنظام القائم يخشاه ويحاول مصادرتة. بيد أنه لم ينجح في ذلك حتى ولو أنه، في غضون ذلك، لم يزل هو وموكله داخل السجن.

لابد، من الآن فصاعدا، من عمل جبار تقوم به العدالة الدولية لثّظهر كم أن حقوق

جنوب البلاد.

إن على محكمكم أن تعلم أنه لم تعد هناك حاجة للحصول على تأشيرة بالنسبة للأوربيين الذين يذهبون إلى رواندا: إنهم يحصلون عليها مباشرة في المطار، وهكذا دخل موكلي البلاد مثل أي أحد. بفرق واحد، لكنه مهم، هو أنه معروف جدا من قبل النظام لأنه رافع مرات في المحكمة الخاصة بلاهاي وفي المحكمة الجنائية الدولية الخاصة برواندا في أروشا، وهو وجه معروف في المحاكمات الدولية. إذن نظرت السلطات المحلية إلى مجيئه بشيء من الريبة خاصة عندما قرر عقد مؤتمر صحفي في فندق «ألف هضبة» الذي إداره موكله قبل 20 سنة وأصبح الآن بيد مجموعة أجنبية.

عندما انطلق المؤتمر، أوقفت مصلحة الأمن الكلام منتهكة بذلك الحق في إيصال المعلومة. غير أن الأستاذ لوركين لم يكن ليقبل مصادرته بهذا الشكل، فقرر دعوة الصحفيين في باحة عامة تقابل الفندق، ما أغاظ السلطات المحلية المصرية على إسكراته. كان عليها أن تجد ذريعة لجعله بمنأى عن أي قدرة على الإضرار.

السيدات والسادة القضاة،

موكلي تم توقيفه دون تورع، وألقي به في مكاتب الاستخبارات الرواندية حيث استجوب على مدى ساعات دون أن يتمكن من الاتصال بنقيب المحامين أو بأسرته، قبل أن تحيط به عشرة عناصر من الشرطة ويرحل إلى مدينة أنتيب في أوغندا.

كل هذا حدث دون أن يكون بإمكانه الاتصال بأي أحد مع إشهار دائم لسيف ديموقليس خلال توقيفه النظري، وذلك بالتهديد بأنه سيحال إلى السجن بتهمة «مزاولة مهنة المحاماة بشكل غير شرعي».

كان لابد من مسوغ شرعي ناعم لهذا التهجير التعسفي، فاعتبر القضاء المحلي أن كونه كان في غرفة الجلسات التي يحاكم فيها موكله، وهو يرتدي عباءة المحامي، بينما لا يحق له، حسبهم، مزاولة عمل مهني في ذلك الحيز، مسألة توازي عدم التصريح بالعمل طبقا للقوانين.

كانت هذه الحجة واهية لدرجة أننا يجب أن نتعمق فيها. هل التوجه إلى قاعة المحاكمة التي تحتضن موكلا، يشكل عملا مهنيا بالنسبة لمحام لم يرافع ولم يأخذ الكلام؟

إنكم لا تجهلون أنه طبقا للمادة 3 من القرار 166/45 الصادر بتاريخ 41 دجمبر 1990، أعلنت الجمعية العامة للأمم المتحدة عن الحق الذي يتمتع به كل شخص في اللجوء إلى محام يختاره لاسترداد حقوقه، وذلك في كل مراحل الإجراءات الجنائية.

هذا يعني أن الأستاذ لوركين كان معه الحق المطلق للقاء موكله ذي الجنسية البلجيكية،

« على حافة واجبات المحامي: الدفاع عن حق الدفاع عن النفس » باتريك سيران

السيدات والسادة القضاة،

المحاكمة التي تدور بين أيديكم اليوم ذات طابع خاص، لأنها ليست محاكمة متهم، لكنها محاكمة محاميه الذي وجد نفسه ممنوعا من رؤية موكله والكلام باسمه ولقاء الصحافة. كما وجد نفسه مطرودا، بالقوة، بمنعه من مزاوله مهنته.

صحيح أن موكله، السيد بول رسيسبانجينا، شخصية رمزية في روندا. كان مديرا لفندق «ألف هضبة». وقد أنقذ، خلال التطهير العرقي، أكثر من 1200 لاجئ من التوتسي. إنه رجل معتدل من الهوتو.

كانت هذه القصة موضوعا لفيلم وللعديد من النشريات. لكن بول رسيسبانجينا لم يعتقل لهذا السبب، لكنه اعتقل لأنه معارض علني للحكومة الحالية في كيغالي.

بعد أن أصبح مواطنا بلجيكيًا، يعيش جزءا من حياته في الولايات المتحدة، التحق السيد رسيسبانجينا بمعارضة الرئيس كيغامي. إنه خياره.

من يحاكم اليوم ليس هو، ولست بصدد الدفاع عنه. لكن لا بد لمحكمتم أن تعرف أنه اعتقل في ظرف اتسم بالاضطرابات الشديدة التي تذكر بما تعرض له، في مايو المنصرم، معارض بيلاروسي عندما اختطفت طائرته بأمر من الرئيس لوكاشينكو، وأصبح حاليا نزيل السجن. في مثل هذه الحالة، كان رسيسبانجينا في دبي شهر أغسطس 2020 لما تمت دعوته من قبل منظمة بوروندية لتقديم محاضرة. وقد استؤجرت له طائرة لهذا الغرض غير أنها اختطفت من قبل مصالح الاستخبارات الرواندية التي أوقفته على مدرج مطار كيغالي. وهو يقبع، منذ ذلك الحين، في زنزانات بلاده الأم، وقد واجه تهما عديدة من بينها أعمال إرهابية واغتيالات محددة، ما ينفيه هو جملة وتفصيلا، محتجا بأن المحكمة المحلية تقدمه لمحاكمة سياسية.

مرة أخرى، أذكر أنه ليس هو هدف الملف المرافق بشأنه أمامكم، لكن كان لا بد من ذكر السياق الذي وجد فيه موكلي، الأستاذ فينسان ليركين، المحامي في مكتب المحاماة بابروكسيل منذ 73 سنة، عندما زار رواندا ليلتقي بالسيد رسيسبانجينا الذي يعد محاميه منذ أمد بعيد.

أذكر بأن الأخير يحوز جنسية بلجيكية، ويعيش في بلجيكا، وأن إجراءات قضائية انطلقت حاليا في بلجيكا بعيد تقديم شكوى على خلفية الاعتقال التعسفي المرتبط بظروف الاختطاف. في هذا الإطار كان زميلي يريد أن يزور موكله في السجن الواقع

ملخص

« على حافة واجبات المحامي: الدفاع عن حق الدفاع عن النفس »

باتريك سيران 9

« عندما يتقاسم المحامي الزنانة مع موكله »

دفاف مبارك 13

« باسم الحرية : قصة السيد بازير ترجمان أفغاني سابق للجيش

الفرنسي على طريق الجوع القسري »

إزابيل لاندريفي 19

« الدفاع عن حقوق الإنسان لصناعة المشروع الحضاري »

خليفة سفيان 23

« هايتي بين البكاء والسلام »

إستيفاناس هيبوليت 27

« أطفال في أحضان الكبار بين البشرية و الوحشية »

بشور غانية 31

« مكافحة الإرهاب تمنح كل الحقوق »

آتساتو كامانو جلّ فرانسوا 37

« لصمت المُطَبَّع مع الخرق الجسيم

بدل تنفيذ حكم القضاء و توفير سرير للإيواء و ملاحقة المسؤولين

لاحقت الدولة المحامين »

المحاميدنّان العُبيدي 41

تظاهرة تنظمها الهيئة الوطنية للمحامين بالتعاون مع المعهد الدولي للسلام و حقوق الإنسان تحت الرعاية السامية لوزارة العدل ومساندة سفارة فرنسا بموريتانيا.

المسابقة الدولية للمرافعات في مجال حقوق الانسان في الطبعة الثامنة موريتانيا

الخميس 9 ديسمبر 2021
قصر العدالة بنواكشوط

تقرغ زينة، Z 0023

ص.ب : 3304 - انواكشوط - موريتانيا

الهاتف: 45256685 - الفاكس: 45255356

البريد الإلكتروني : contact.creacoml@gmail.com

الموقع الإلكتروني: www.creamauritanie.net

المسابقة الدولية للمرافعات في مجال حقوق الانسان
الطبعة الثامنة في موريتانيا

8^e Concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Mauritanie



الخميس 9 ديسمبر 2021
نواكشوط

Jeudi 9 décembre 2021
Palais de justice de Nouakchott